

UNE ANNÉE APRÈS L'INVESTITURE
DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Poursuite résolue de la lutte contre la corruption

P. 3

DÉCÈS DE NOUREDDINE YAZID ZERHOUNI

L'ancien ministre de l'Intérieur inhumé au cimetière d'El-Alia

P. 24

CRASH D'UN HÉLICOPTÈRE À BOUHAROUNE

Les honneurs militaires rendus aux chouchou morts dans le crash

P. 24

EDUCATION NATIONALE

Un plan exceptionnel pour l'évaluation pédagogique des lycéens

Le ministère de l'Éducation nationale a préparé un plan exceptionnel d'évaluation pédagogique des élèves de l'enseignement secondaire et technologique au titre de l'année scolaire 2020-2021, au regard de la propagation de la pandémie du Coronavirus, a indiqué jeudi une circulaire du ministère. Ledit plan "s'inscrit en droite ligne avec tous les développements de la propagation du Coronavirus, en l'occurrence la réduction du volume horaire de l'apprentissage, la modification et l'adaptation des modes d'enseignement et l'adoption d'un nouveau mode combinant l'enseignement en présentiel et l'auto-apprentissage en dehors des classes", a précisé la circulaire ministérielle.

P. 4

DKnews/APS



PARLEMENT

Des députés en visite au GPIM d'Ain Semara (Constantine)

P. 4

COMMERCE

Rezig : «des projets de lois pour réorganiser l'activité commerciale»

P. 6

PATRONAT

Propositions à l'APN en vue de relancer l'économie nationale

P. 6

SANTÉ

ANTI-ÂGE Des effets de la vitamine D

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (4^e JOURNÉE)

La JSK, le MCO et le RCR signent leur premier succès

P. 21



CYBERSÉCURITÉ

Une cyberattaque en cours aux Etats-Unis pose un "risque grave"

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE
LE TERRORISME

Arrestation du dangereux terroriste Rezkane Ahcene dit "Abou Dahdah" à Jijel

P. 24

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

Arrestation de cinq personnes pour faux signalement



Les services de sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté cinq (5) personnes à l'origine d'un faux signalement visant à dissimuler l'escroquerie dont ont été victimes deux (2) autres personnes, a indiqué vendredi un communiqué des services de la Sûreté nationale.

"Les services de la première sûreté urbaine ont reçu un appel de la salle des opérations de la sûreté de la capitale faisant état du vol par des inconnus des clés et des papiers du véhicule d'une personne au niveau d'une station-service dans le secteur de compétence de la sûreté de la circonscription administrative de Hussein Dey".

Au début des investigations, les policiers ont arrêté deux (2) suspects à moto, mais, après des investigations plus poussées, il s'est avéré que ces deux personnes ont été victimes d'un vol en réunion et que le signalement était faux et visait à dissimuler l'escroquerie et le vol dont elles ont été victimes, a précisé la même source.

Les cinq (5) véritables suspects ont fini par être arrêtés et conduits au siège de la sûreté urbaine pour compléter l'enquête, selon le communiqué.

Après parachèvement des procédures juridiques en vigueur, "les suspects ont été déférés devant les juridictions compétentes", a conclu la source.

BOUMERDES 18 candidats à l'émigration clandestine secourus par le navire "Grine Belkacem"



Un groupe de 18 candidats à l'émigration clandestine, a été secouru vendredi, à 90 miles au large de Dellys à l'Est de la wilaya de Boumerdes, a-t-on appris de la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques.

L'équipage du Navire "Grine Belkacem" qui était en mission scientifique dans la région, a retrouvé "par hasard" le groupe de "Harragas" qui était en danger et l'a sauvé et remis aux autorités compétentes, a-t-on précisé de même source.

De son côté, le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) dont le siège est sis à Bou Ismail, dans la wilaya de Tipasa, a affirmé avoir secouru un groupe de 18 candidats à l'émigration clandestine, au large de la wilaya de Boumerdes.

Ce même centre a précisé sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, que "l'équipage du navire Grine Belkacem a secouru tôt dans la journée de ce vendredi, au large de Boumerdes à 90 miles au nord de la ville de Dellys, un groupe de jeunes candidats à l'émigration clandestine".

"L'embarcation à bord de laquelle étaient les 18 Harragas secourus, qui voulaient rejoindre la rive nord de la méditerranée, était tombée en panne", a-t-on signalé de même source.

PRESSE - DÉCÈS

Décès du journaliste de l'APS Djaddour Salah Eddine Kaddour



Le journaliste de la direction régionale Ouest de l'APS Djaddour Salah Eddine Kaddour est décédé, dans la nuit du jeudi à vendredi, à l'âge de 53 ans, des suites d'une longue maladie.

Le défunt a exercé dans plusieurs rédactions avant de rejoindre, en 2004, le bureau d'Oran de l'agence pour s'occuper notamment des secteurs de l'enseignement supérieur et culturel ainsi que du mouvement associatif local.

Son enterrement est prévu vendredi après la prière du dohr au cimetière d'Ain El Beïda (Oran).

En cette douloureuse circonstance, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer, ainsi que le Directeur général de l'APS, Fakhreddine Beldi, et l'ensemble des journalistes et employés de l'Agence, présentent leurs sincères condoléances à la famille et aux proches du défunt.

ART PLASTIQUE

Inauguration d'une exposition collective d'art plastique à la galerie Baya au Palais de la Culture

La galerie Baya au Palais de la Culture Moufidi Zakaraïa, à Alger, abrite à partir de jeudi une exposition artistique proposant une panoplie de tableaux aux différents thèmes et couleurs pour former au final une mosaïque magnifique naissant sous les doigts de grands artistes algériens et étrangers.

Placée sous le thème "En dépit de la douleur, notre plume insufflé de l'espoir", cette exposition inaugurée par le ministre de la Culture et des arts, Malika Bendouda met au grand jour la créativité que traduit le pinceau des artistes innovateurs au profit des férus de l'art plastique.

Ces tableaux reflètent, agréablement, l'espoir, les rêves mais également les inquiétudes de ces artistes qui viennent présenter leurs œuvres jusqu'au 23 janvier prochain.

Plusieurs techniques et procédés ont été exécutés sur plus de 100 tableaux qui illustrent les notions de l'abstrait, la symbolique et l'expressif. A noter que les tableaux exposés ont été sélectionnés parmi les meilleurs œuvres ayant participé au symposium international Chélia, tenu à Khenchela en juillet 2019. Ont pris part à cette exposition, entre autres, les trois lauréates du Prix Ali-Maâchi pour les arts plastiques, en l'occurrence : Nour El-Houda Choutla pour La femme en Afrique, Chadia Derbal pour Cauchemars de la guerre et à Abla Ben Chaïba pour Le cirque de chaussures.

DÉVELOPPEMENT DES ZONES D'OMBRE

Fil rouge aujourd'hui sur la Radio algérienne

Les programmes des chaînes de la Radio algérienne seront consacrés, dimanche prochain, aux projets de développement engagés pour la promotion des zones d'ombre, leur mise à niveau et la prise en charge des préoccupations de leurs populations. Multipliant les émissions spéciales, les reportages et les invités, les 56 chaînes de la Radio algérienne rythmeront ainsi cette journée exceptionnelle dont l'interaction et le débat seront les fils rouges", selon un communiqué rendu public jeudi par la Radio algérienne. La complémentarité des chaînes nationales et des radios régionales "permettra d'explorer et de mettre en lumière l'état d'avancement des projets de développement dans les zones d'ombre et de leur réalisation, notamment via des reportages dans les zones enclavées à travers le territoire national".

Cette journée spéciale "illustre l'intérêt de la Radio algérienne pour le développement de ces zones afin de renforcer son travail de proximité", précise la même source.

MOSTAGANEM

Saisie de 10,6 kg de kif traité, trois personnes arrêtées

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté urbaine extérieure de Khadra (Sûreté de la wilaya de Mostaganem) sont parvenus à saisir 10,6 kilogrammes de kif traité et arrêter trois personnes, a-t-on appris vendredi auprès de ce corps de sécurité.

L'opération qui a été menée, jeudi, sur la base d'informations selon lesquelles il y avait une quantité de drogue dans l'un des quartiers de la commune de Khadra (75 km à l'est de Mostaganem) en possession de trois personnes après avoir été rejetée par les vagues de la mer a permis à la même source Les services de la police ont réussi à identifier les suspects (un adulte et deux mineurs) et à les arrêter.

Ils étaient en possession d'un sac à dos contenant 10 kg et 602 grammes de kif traité, a-t-on encore ajouté. Les trois personnes ont été déférées au parquet du tribunal de Sidi Ali, jeudi soir, pour possession de drogue en vue de la commercialiser.

NAUFRAGE D'UN SARDINIER AUX SABLETTES

Le 3^e corps sans vie d'un marin repêché au large de Bordj El Kiffan

Le 3^e corps sans vie d'un des trois marins portés disparus, suite au naufrage d'un sardinier survenu dimanche au niveau de la plage des Sablettes (Baie d'Alger), été repêché, jeudi, une heure seulement après que le 2^e corps sans vie eut été repêché au niveau du même site, au large de la plage Sirène II relevant de la commune de Bordj El Kiffan, a indiqué à l'APS, le chargé de la communication à la Direction générale de la Protection civile (PC) de la wilaya d'Alger, le lieutenant Khaled Benkhalfallah.

L'opération de "repêchage du 3^e corps sans vie du marin porté disparu s'est déroulée jeudi aux alentours de 17h05, au niveau de la plage Sirène II dans la commune de Bordj El Kiffan, à l'est d'Alger, une heure seulement après que le 2^e corps sans vie d'un marin porté disparu eut été retrouvé", a précisé le même responsable qui ajoute que la dépouille a été transférée vers la morgue du cimetière d'El-Alia.

Pour rappel, le 1^{er} corps sans vie d'un des trois marins disparus, avait été repêché, lundi dernier, au niveau de la plage +Mazala+ relevant de la commune de Mohammadia. Un navire a coulé hier, dimanche, au niveau de la Baie d'Alger (les Sablettes), où 6 marins de l'équipage du navire (âgés entre 27 et 40 ans), dont le propriétaire, ont été secourus par les éléments de la Protection civile et des Gardes-côtes.

Une opération de recherche et de sauvetage de trois (03) marins portés disparus suite au chavirement de leur embarcation au niveau de la baie d'Alger, avait été déclenchée, le jour même, par une unité des Gardes-côtes, avait indiqué le ministère de la Défense nationale.

SANTÉ

Mouvement dans le corps des cadres gestionnaires des établissements publics de santé (ministère)

Un mouvement dans le corps des cadres gestionnaires des établissements publics de santé a été opéré par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderahmane Benbouzid, a annoncé jeudi son ministère dans un communiqué.

Selon la même source, ce mouvement "intervient après l'évaluation des activités et actions de ces gestionnaires et leurs manières de servir, notamment en matière de réalisation des objectifs pour l'année 2020".

"Les intérêts de leur implication et leur mobilisation dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 ont constitué des éléments clés dans ce mouvement", a-t-on précisé.

Le ministère note, à ce propos, que "l'opération d'évaluation et d'audit des activités et des actions de gestionnaires de structures de santé sera menée chaque année et sera déterminante pour la promotion dans leur carrière".

UNE ANNÉE APRÈS L'INVESTITURE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

La révision de la Constitution, chantier phare de l'Algérie nouvelle

La nouvelle Constitution, adoptée par voie référendaire le 1er novembre dernier, représente l'un des chantiers phares lancés par le Président Abdelmadjid Tebboune qui aura, une année après son investiture, jeté les bases de l'édification de l'Algérie nouvelle.

Avec cette révision, le Président Tebboune aura également répondu à l'une des revendications des Algériens, sortis en masse à travers un Hirak "béné et authentique" réclamant le changement salvateur qui mettrait fin aux pratiques du passé. Dès son élection, le président de la République avait affiché son intention pour une révision profonde de la Constitution, tout en affirmant que l'Algérie avait "grand besoin de bases solides sur lesquelles reposera la Constitution consensuelle dont l'esprit est inspiré de la Déclaration du 1er novembre, une Constitution qui nous rassemblera et nourrira l'espoir en l'avenir".

Il avait souligné également que la révision de la Constitution constituait l'une des priorités des chantiers annoncés pour l'édification de "l'Algérie nouvelle". D'ailleurs, lors de sa conférence de presse tenue au lendemain de son élection le 12 décembre 2019, il avait affirmé que sa priorité, sur le plan politique, consistait à opérer une "profonde réforme" de la Constitution. Commentant les résultats du référendum pour la ré-

vision de la Constitution, plusieurs personnalités politiques avaient estimé que l'Algérie s'était engagée "pleinement et de manière effective" dans une nouvelle ère.

Ils ont relevé, en outre, que l'Algérie sera "plus solide et ouverte" et que la nouvelle Constitution consacrerait l'alternance démocratique au pouvoir et assure "un changement radical du mode de gouvernance". Commentant les résultats du référendum sur l'amendement de la Constitution, la présidence de la République avait souligné qu'ils étaient l'expression "réelle et intégrale" de la volonté du peuple et démontrent que le Président de la République "a tenu ses engagements". Les résultats du scrutin "ont démontré que la transparence et la probité de ce scrutin ont été totales", selon la même source, soulignant que les résultats "sont l'expression réelle et intégrale de ce que le peuple a voulu. Ils démontrent que Monsieur le Président de la République a tenu ses engagements pour qu'enfin soit entamé le processus qui permette l'expression libre et démocratique du peuple algérien

sur tout ce qui concerne son destin".

"Dorénavant, et dans la continuité des élections du 12 décembre 2019, toutes les élections seront l'expression des aspirations de ce que souhaite le peuple algérien pour son avenir", avait rassuré la même source, avant d'ajouter que "le Gouvernement s'est abstenu de toute interférence dans l'organisation des élections conformément à la loi organique 19-07 du 14 septembre 2019 qui a conféré les pleins pouvoirs à l'Autorité nationale indépendante des élections".

En réponse à certains observateurs qui ont qualifié le taux de participation au référendum de "faible", le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi avait estimé que ce taux ne posait pas de problème "ni sur le plan juridique ni sur le plan constitutionnel". La révision de la Constitution est le prélude à d'autres chantiers initiés par le Président Tebboune. Il s'agit notamment de la révision de la loi électorale pour laquelle une commission a été installée en septembre dernier et présidée

par Ahmed Laraba, professeur universitaire et membre de la Commission du droit international à l'ONU. Le Président de la République avait indiqué dimanche dernier avoir enjoint à la Présidence de la République de coordonner avec la commission chargée de l'élaboration du projet de révision de la loi organique relative au régime électoral afin que le document en question soit prêt "dans les meilleurs délais, soit dans 10 à 15 jours", en vue de "lancer le processus post-Constitution". Le Président Tebboune avait donné des orientations aux membres de la commission concernant leurs missions, mettant l'accent sur la définition de normes électorales transparentes qui consacreraient "une rupture totale avec les mauvaises pratiques du passé", en interdisant le système de quotas dans la répartition des sièges et "l'achat des consciences" et en séparant "argent et politique" en tant que conditions "indispensables" pour "la moralisation" de la vie politique et la garantie d'élections reflétant "réellement la volonté populaire".

Poursuite résolue de la lutte contre la corruption

La lutte contre la corruption sous toutes ses formes s'est poursuivie de manière résolue en 2020, première année du mandat du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui l'a érigée en nécessité absolue pour restaurer l'autorité de l'Etat et regagner la confiance des citoyens. En prêtant serment le 19 décembre 2019 comme président de la République, M. Tebboune a placé la lutte contre la corruption au rang de priorité mettant en exergue sa détermination à mettre fin à l'impunité. Elle a constitué, de ce fait, l'un des six axes structurant le projet d'amendement de la Constitution, représentant l'un de ses principaux engagements politiques.

L'autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption a été, ainsi, constitutionnalisées dans la loi fondamentale. Dans le même discours d'investiture, il a affirmé que les grâces présidentielles ne toucheraient pas les personnes condamnées et impliquées dans des affaires de corruption. À la veille du référendum du 1er novembre sur le projet d'amendement de la Constitution, le président Tebboune a constaté que "l'ampleur" de la corruption révélée par les récents procès montrait "la profondeur du mal subi par les institutions de l'Etat", affirmant que "l'amendement constitutionnelle a consacré une partie importante à la moralisation de la vie publique et de la vie politique".

Lors de l'examen en Conseil des ministres de l'avant-projet de loi de finances 2021, le président Tebboune a donné instruction d'élaborer "une loi sanctionnant la fraude et l'évasion fiscale pour lutter contre le blanchiment d'argent et la corruption". Cet engagement du président Tebboune à lutter contre un fléau qui "a failli ébranler les institutions de l'Etat" n'est pas nouveau. Alors qu'il assumait les fonctions de Premier ministre (24 mai-15 août

2017), il avait proclamé que son gouvernement œuvrerait à moraliser la vie publique en instaurant une séparation entre l'argent et le pouvoir dans le cadre de nouvelles règles en vue de lutter contre le trafic d'influence. "L'argent ne doit pas s'immiscer dans les rouages de l'Etat", avait-il prévenu.

Dans le cadre de cette démarche, le ministre de la Justice, Gardé des sceaux, Belkacem Zeghmati, a annoncé l'installation d'ateliers en charge de la révision du système législatif et réglementaire, dont la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption.

Rappelant que "les affaires de corruption commises par une bande de malfaiteurs qui a ruiné le pays" sont qualifiées, aux termes de la loi actuelle de "délits et non de crimes", M. Zeghmati a indiqué qu'une réflexion était en cours pour conférer davantage d'efficacité aux dispositions préventives et répressives.

Une stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption

Le président de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC), Tarek Kour, a annoncé, de son côté, le lancement d'un projet de Réseau national pour l'intégrité (RNI), destiné à "soutenir le rôle de la société civile" dans cette lutte, à travers des mécanismes pour "signaler toute corruption et protéger les lanceurs d'alerte". Il a annoncé, aussi, l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption devant être mise en oeuvre dès 2021.

Dans le même temps, le président Abdelmadjid Tebboune est fermement attaché à ce que la lutte contre la corruption s'effectue dans un cadre organisé. Il a donné instruction, à ce propos, de ne plus tenir compte des lettres anonymes de dénonciation, précisant que

des rapport parvenus à la présidence de la République avaient fait ressortir que certains cadres de l'Etat et responsables à différents niveaux avaient fait l'objet de poursuites judiciaires, sur la base de simples lettres anonymes, dont le contenu s'étaient, "le plus souvent, avérées dénuées de tout fondement".

Le président Tebboune a, également, estimé impératif de "différencier les fautes de gestion dues à une erreur d'appréciation des actes volontaires qui ne profitent qu'à leurs auteurs ou à des tiers malintentionnés". La lutte contre la corruption constitue l'une des principales revendications du Hirak, le mouvement populaire qui a émergé le 22 février 2019. Des poursuites judiciaires contre plusieurs responsables et hommes d'affaires, pour des faits liés notamment à la corruption, ont été enclenchées après la démission de l'ancien président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Dans un procès inédit dans les annales de la justice algérienne, deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, poursuivis pour "dilapidation de deniers publics", "octroi d'indus avantages" et "abus de fonction" dans une affaire de montage automobile, ont été condamnés, en décembre 2019, respectivement à 15 et 12 ans de prison ferme par le tribunal de Sidi M'hamed à Alger.

Abdessalem Bouchouareb, ancien ministre de l'Industrie et des Mines (en fuite) contre lequel un mandat d'arrêt international a été lancé, a été condamné par contumace à 20 ans de prison ferme. Dans les affaires de montage automobile qui ont défrayé la chronique, au regard des sommes colossales qui ont été englouties au préjudice du trésor public, plusieurs hommes d'affaires ont été condamnés à des peines de prison ferme et la confiscation de leurs biens.

APS

Covid-19 freine la première année du processus de lancement d'un programme économique ambitieux

Une année après l'élection du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le pays se livre toujours à une bataille sur trois fronts aussi complexes qu'ardus: un cumul de dysfonctionnements exacerbés en 2019, des mégas chantiers de reconstruction institutionnelles et une crise sanitaire urgente (Covid-19), autant de facteurs ayant freiné le processus de lancement d'un programme économique ambitieux. Les deux premiers fronts étaient prévisibles, d'autant qu'il s'agit de chantiers ouverts habituellement à la première année suivant l'élection présidentielle, entamés immédiatement après l'installation du nouveau Gouvernement en début 2020 sur instructions du Président Tebboune, en l'occurrence les chantiers de renforcement de la bonne gouvernance.

à travers la séparation entre argent et Politique, le plan national de relance économique et sociale, l'amendement de la Constitution et les préparatifs pour les prochaines échéances. Néanmoins, l'émergence d'un troisième front, imprévisible, celui de la pandémie du nouveau coronavirus, à partir du deuxième trimestre de l'année a rendu la mission de l'exécutif encore plus complexe. En dépit de la conjoncture économique difficile induite par la propagation de la pandémie qui a touché plusieurs pays à travers le monde sans exception, le Gouvernement a réussi, dans une large mesure, à préserver l'équilibre du Trésor public et les fondements de la macroéconomie, en sus d'appuyer les catégories vulnérables, sans omettre la guerre judiciaire acharnée contre la corruption et les pilliers de deniers publics. En application des instructions du Président de la République, le Gouvernement avait pris des mesures de confinement sanitaire et décidé de la suspension des activités économiques, accompagnées de mesures d'allègement en vue de limiter l'impact de la pandémie. Ainsi, des efforts ont été déployés pour satisfaire une série de revendications socio-économiques à caractère prioritaire, en sus de l'élaboration d'une stratégie sanitaire de lutte contre la pandémie, dont les résultats étaient satisfaisants, en témoignent plusieurs organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales activant dans le domaine de Santé, de l'économie et du développement humain. L'apport des start-up auxquelles le Président Tebboune a accordé un intérêt particulier, a été remarquable dans l'effort national de lutte contre la pandémie de Covid-19, grâce à leurs innovations visant à endiguer le nouveau coronavirus, ce qui laisse à dire que ce tissu institutionnel qui a bénéficié, pour la première fois dans l'histoire des Gouvernements successifs, d'un ministère délégué chargé de l'accompagnement des jeunes porteurs de projet, pourrait jouer le rôle de catalyseur du développement socio-économique afin de se libérer progressivement de la dépendance aux hydrocarbures. Dans une déclaration à l'APS, l'expert et ancien ministre des Finances, envoyé spécial de l'Union africaine (UA), Abderrahmane Benkhalfa, a fait savoir que «même si 2019 était une année politique par excellence lors de laquelle M. Tebboune a été élu à la tête du pays, son rendement économique était très modeste d'autant que le règlement de plusieurs dysfonctionnements a été reporté au mandat du président élu».

«La formule de 54 engagements présentée par M. Tebboune lors de sa campagne électorale placée sous le slogan «Engagés pour le changement, capables de le réaliser», reflète son ambition et sa volonté d'opérer le changement», souligne M. Benkhalfa. Effectivement, il a été procédé au lancement des premiers chantiers de décollage économique pour rattraper, voire remédier aux lacunes socio-économiques tout en se consacrant à l'élaboration des nouveaux outils juridiques de gestion et de bonne gouvernance afin de parachever le processus d'édification institutionnelle. Cependant, l'émergence d'un troisième front, à savoir la pandémie covid-19 et ses répercussions lourdes, dont le recul de la croissance économique induit par la chute des cours de pétrole dans les marchés mondiaux à des niveaux alarmants outre les mesures de fermeture, a entraîné un recul des recettes de l'Etat ce qui constitue des charges supplémentaires pour le Gouvernement qui a déjà hérité un amas de dysfonctionnements. «En dépit de cette situation difficile que traversent tous les pays du monde sans exception, l'Etat a, en grande partie, réussi en 2020 à maintenir ses équilibres financiers et à œuvrer à concrétiser ses programmes socio-économiques en fonction des priorités urgentes, notamment en ce qui concerne les questions liées au développement dans les zones d'ombre et à l'accompagnement des start-up», a estimé M. Benkhalfa. Les Pouvoirs publics ont réussi, a-t-il ajouté, «à tracer une stratégie sanitaire efficace de lutte contre la pandémie qui reposait sur la flexibilité des mesures de fermeture et d'ouverture tout en impliquant les autorités locales (walis) avec les autorités centrales dans la prise de décisions à cet égard».

"L'Algérie est l'un des rares pays à avoir entièrement supporté les frais de traitement de ses citoyens, ainsi que les factures de confinement dans les hôtels pour les citoyens rapatriés de divers pays, en sus de l'aide financière allouée aux franges touchées par la fermeture économique due à la pandémie", s'est félicité M. Benkhalfa. "Désormais, il faut survivre avec l'épidémie comme une partie intégrante de nos quotidiens (...) tout en travaillant parallèlement sur le dossier des vaccins, qui fera partie des priorités du Gouvernement au début du nouvel an", a-t-il souligné. "L'année 2021 sera celle de l'ouverture de grands chantiers reportés en vue de relancer l'économie nationale après la pandémie de Covid-19, avec une priorité accordée aux projets de réforme financière, de numérisation et de promotion du développement hors hydrocarbures à travers le développement du tissu des start-up et des petites et moyennes entreprises (PME) qui devront apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale", a prévu M. Benkhalfa.

PARLEMENT

Des députés en visite au GPIM d'Ain Semara (Constantine)

Une délégation de la Commission de la défense nationale de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Chenini Abdelkrim, président de la commission, a effectué la semaine dernière une visite au Groupement de promotion de l'industrie mécanique (GPIM), afin de s'enquérir du fonctionnement, de la production et de différentes structures du groupement, a indiqué un communiqué de l'APN.

S'exprimant lors de cette visite effectuée, mercredi dernier, M. Chenini a précisé que "le GPIM se veut une enceinte très importante dans l'industrie militaire et civile nationale", saluant la démarche suivie par le Haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) en vue de s'adapter aux développements scientifiques et technologiques, d'encourager l'innovation et réaliser le progrès et la modernisation.

"Cette orientation renforcera les capacités de notre armée qui est devenue mieux formée et hautement armée", a-t-il dit. Et d'estimer que l'industrie militaire se voulait la fierté de tout un chacun, en ce sens qu'elle constitue "le fruit d'une politique éclairée visant le renforcement de l'armement national, la contribution au développement économique, la satisfaction des besoins du pays en matière de défense et la réduction de la facture d'importations des équipements militaires ainsi que la préservation des réserves de change".

M. Chenini a en outre salué "la vision stratégique correcte" du Haut commandement de l'ANP visant la restauration et la réhabilitation des institutions, ce qui évite au Trésor public de dépenser des fonds colossaux pour la création de nouvelles usines et unités de production, se félicitant de la décision du Chef d'Etat-major de l'ANP d'insister sur la qualité et la maîtrise de change".

De son côté, le directeur général du GPIM, le général Ghani Badaoui a présenté un exposé détaillé sur le groupement, rappelant que cet établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) relevant du ministère de la Défense nationale (MDN) a été créé en vertu du décret présidentiel n° 11-312 du 06 septembre 2011, lequel prévoit la création d'un institut de formation, d'une cité d'habitation, d'un nouveau siège en cours de réalisation, des unités de production et d'un groupe industriel à Khenchla. Ce groupement compte 1000 travailleurs civils, a-t-il dit.

Le GPIM englobe également trois sociétés: la Société algérienne de fabrication de véhicules spéciaux" (Rheinmetall-Algérie-SPA), créée en mars 2011, une société par actions (SPA) entre le



GPIM et l'Entreprise nationale de matériels de travaux publics (ENMTP).

L'entreprise compte parmi son personnel, 11 officiers et 608 employés civils avec une capacité de production s'élevant à 120 véhicules/an et un taux d'intégration de 100%, depuis l'approvisionnement en matière première, en passant par le coupage, le modelage, le soudage et le montage jusqu'aux contrôles et essais de produit, a fait savoir le général Badaoui.

NIMR Algérie a été fondée en 2013 en partenariat entre le groupement de promotion de l'industrie mécanique et la firme émiratie «Nimr», relevant qu'elle comptait 7 officiers et 230 employés civils avec une capacité de production de 200 véhicules et un taux d'intégration 100%. Concernant la société algérienne (SAFMMA), le général Badaoui a expliqué qu'elle fabrique les moteurs de marques allemandes, dont Mercedes, MTU et DEUTZ pour les véhicules utilitaires, militaires, à usage agricole et dans le domaine du BTP.

La SAFMMA est fondée en partenariat entre l'entreprise de fabrication de moteurs (EMO) et le groupe émirati AABAR. Elle compte 02 officiers et 139 employés civils avec une capacité de production de 25.000 moteurs/an, a-t-il poursuivi. Evoquant l'institut de formation relevant du groupement, le responsable a fait savoir qu'il était spécialisé en la mise à niveau en termes de fabrication de véhi-

cules et de moteurs. Cette structure qui a vu le jour en 2012 a pour vocation la formation des personnels des trois filiales du groupement. L'institut a procédé d'abord à la formation des formateurs en Allemagne qui, à leur tour, dispensent des cours théoriques et pratiques aux personnels conformément à un programme technique algéro-allemand. Dans le même sillage, le général Badaoui a rappelé que l'institut était constitué de 10 salles de cours ainsi que des ateliers de formation pratique en soudage, traitement de surfaces et technique de montage automobile (motorisation et électricité), outre un centre de recherche et de développement des produits (céramique de protection, verres blindés...etc.).

Les produits sont soumis à des tests de conformité selon les critères du client, a-t-il précisé. Par ailleurs, le DG a cité les objectifs futurs du groupement, entre autres, garantir la continuité et la diversification de la production, l'intégration stratégique, la sous-traitance et la formation, faisant état de la réalisation d'une base mécanique englobant 06 entreprises chargées de la plomberie, du modelage et d'industrie mécanique.

Il a également précisé que cette base assurait la production de la majorité des pièces de rechange et que ses produits seront destinés aux industries militaires et civiles.

EDUCATION
Plan exceptionnel pour l'évaluation pédagogique des lycéens (ministère)

Le ministère de l'Éducation nationale a préparé un plan exceptionnel d'évaluation pédagogique des élèves de l'enseignement secondaire et technologique au titre de l'année scolaire 2020-2021, au regard de la propagation de la pandémie du Coronavirus, a indiqué jeudi une circulaire du ministère.

Ledit plan "s'inscrit en droite ligne avec tous les développements de la propagation du Coronavirus, en l'occurrence la réduction du volume horaire de l'apprentissage, la modification et l'adaptation des modes d'enseignement et l'adoption d'un nouveau mode combinant l'enseignement en présentiel et l'auto-apprentissage en dehors des classes", a précisé la circulaire ministérielle dont une copie est parvenue jeudi à l'APS.

Dans l'évaluation du niveau d'instruction des élèves, il est adopté "un ensemble d'éléments, y compris le calcul du contrôle continu, afin d'assurer la crédibilité et l'objectivité en matière de notation".

La grille de notation en termes de contrôle continu dépend de "la discipline et de l'assiduité, ainsi que de l'activité de l'élève en classe, en sus du calcul des travaux pratiques accomplis par l'élève, de sa performance linguistique, de ses projets de recherche et son amour pour la lecture".

D'autre part, les moyennes semestrielles et annuelles seront calculées par "l'addition des points du contrôle continu, des devoirs et des examens trimestriels". Pour la même source, il sera procédé "exceptionnellement" cette année, à "un seul devoir écrit surveillé par semestre pour chaque matière, selon un calendrier fixant les dates des devoirs". Les devoirs du premier semestre se dérouleront du 10 au 21 janvier 2021 et ceux du second semestre du 25 avril au 6 juin 2021, tandis que les examens du premier semestre auront lieu du 28 février au 4 mars 2021. Par ailleurs, les examens du deuxième semestre sont fixés du 13 au 17 juin 2021 pour les première et deuxième années du secondaire, et du 6 au 10 juin pour la troisième année, suivant la division des classes en groupes.

La durée de l'examen est déterminée en fonction du niveau d'enseignement dans le tronc commun, de la filière et de la nature de la matière, de même qu'il a été décidé de refaire l'examen pour l'élève qui dispose d'un justificatif d'absence, et d'unifier les examens semestriels de chaque matière au niveau du même établissement éducatif.

EXAMENS NATIONAUX

Le ministère soucieux de l'amélioration des conditions de déroulement du Baccalauréat dans le Sud (Ouedjaout)

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout, a mis en avant jeudi à Alger le souci et l'attachement de son département à améliorer les conditions de déroulement des examens nationaux, notamment du Baccalauréat dans les régions du Grand sud en raison de la rudesse des conditions climatiques.

Lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, M. Ouadjaout a précisé que "le ministère de l'Éducation nationale, avec le concours de diverses institutions étatiques, met tout en œuvre pour assurer le déroulement des examens du baccalauréat et du BEM dans des conditions favorables à travers toutes les régions du pays, notamment dans le Grand sud". Evoquant les mesures prises lors de l'examen du baccalauréat 2020, qui s'est déroulé en septembre dernier dans des circonstances exceptionnelles en raison de l'épi-

démie de Covid-19, le ministre a souligné que son département "s'est efforcé d'assurer des conditions favorables dans les centres d'examen à travers tout le territoire national dans un souci d'égalité des chances".

Concernant les candidats des wilayas du Grand sud, M. Ouadjaout a fait savoir que des correspondances avaient été adressées aux walis et aux directeurs de l'Éducation pour veiller à leur garantir des conditions favorables, faisant état d'autres mesures exceptionnelles dans les régions du Grand sud, dont l'ouverture de nouveaux centres d'examen proches des lieux de résidence des candidats afin de leur épargner des longues distances.

Par ailleurs, le ministre a mis en avant sa volonté de "réhabiliter les personnels de l'Éducation nationale en vue du perfectionnement de l'enseignement, conformément au Décret exécutif n° 08-



315 du 11 octobre 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'Éducation nationale".

Dans ce sillage, il a fait état de "l'adoption d'une nouvelle nomenclature de leurs corps spécifique sur la base des critères des tâches assignées à chaque corps, et l'ouverture des promotions internes

en fonction du niveau de qualification et de l'expérience professionnelle". Cette nomenclature englobe, a-t-il précisé, "les assistants pédagogiques, les superviseurs et les conseillers de l'Éducation nationale, soulignant que le secteur "a pris nombre de mesures dans le cadre de la régularisation du statut des personnels, ce qui a per-

mis la promotion aux grades supérieurs". En ce qui concerne les instituts technologiques de l'Éducation, le ministre a rappelé l'existence de 17 instituts répartis sur le territoire national dans les différents corps et grades, soulignant la détermination du ministère à mener à bien sa stratégie de formation à travers l'élargissement du réseau de ces instituts, en dotant chaque wilaya d'un institut spécialisé dans la formation.

Dans le cadre de cette démarche, "18 instituts nationaux de formation des personnels du secteur ont été récupérés depuis l'année 2000 sur les 67 instituts technologiques lui appartenant, a-t-il fait savoir précisant que "16 sont opérationnels et 11 autres seront ouverts, en attendant la publication du décret portant leur création, à l'étude actuellement au niveau du Secrétariat général du Gouvernement".

ORAN

1.201 logements publics locatifs à réceptionner début 2021

Pas moins de 1.201 logements publics locatifs implantés au niveau du site "la pépinière" dans la commune de Bir El Djir (Est d'Oran) devraient être réceptionnés au cours du deuxième trimestre de l'année prochaine 2021, a-t-on appris vendredi auprès du directeur local du logement.

Le projet, dédié aux habitants des bâtiments dits "Talliane" (Hai Essadikia) et confié à deux entreprises, accuse un retard pour diverses raisons, a indiqué à l'APS, Yacine Khoukhi.

A l'arrêt depuis quelque temps, les travaux ont repris par l'une des deux entreprises réalisatrices, a précisé la même source, soulignant que si cette situation perdure des mesures coercitives seront prises à l'encontre de la société défaillante.

Il a ajouté qu'un nouveau calendrier a été établi avec la première entreprise, pour accélérer la cadence des travaux, notamment en ce qui concerne l'aménagement extérieur du



site, pour livrer le projet dans les délais fixés.

Il a, en outre, estimé que si les deux entreprises honorent

leurs engagements, le projet sera réceptionné au plus tard au cours du deuxième trimestre de l'année prochaine.

Le même responsable a fait savoir, au passage, qu'une grande partie des travaux du projet qui comporte également deux écoles primaires, un CEM, un Lycée, et une mosquée, a été achevée. Le wali d'Oran, Massaoud Djari, a donné des instructions, lors d'une visite d'inspection sur les lieux, aux services chargés de suivre ce projet pour veiller à la bonne marche des chantiers. Il a également ordonné le démarrage immédiat des travaux d'aménagement externe du lot 529/1201, avec la nécessité de rattraper les retards enregistrés pour achever le projet dans les meilleurs délais.

ORAN

Distribution de près de 40.000 logements toutes formules confondues en 2021

Près de 40 .000 logements toutes formules confondues, en cours de réalisation dans la wilaya d'Oran, seront attribués à leurs bénéficiaires par étapes courant 2021, a annoncé jeudi le wali Massaoud Djari. Faisant le point de situation sur le développement dans la wilaya dans une conférence de presse, le wali d'Oran a indiqué qu'il sera procédé à la distribution jusqu'à la fin du 1er semestre de l'année prochaine de 23.000 logements publics locatifs (LPL) dont environ 19.000 logements location-vente (AADL) et 1.200 logements promotionnels aidés (LPA) faisant partie de l'ancien programme. Le chef de

l'exécutif de la wilaya a fait savoir qu'il sera programmé, dans une première étape à fin mars prochain, la distribution de 14.600 logements de différentes formules dont 6.500 logements publics locatifs (LPL), 7.700 logements location-vente AADL et 430 LPA ancien programme.

Dans une deuxième étape, à la fin du mois de juillet prochain, il sera procédé à la distribution de 22.000 logements toutes formules confondues dont 10.000 LPL selon le nombre de points, de même que 11.000 logements location-vente (AADL) et 140 LPA ancien programme, a-t-il fait savoir. Massaoud Djari a indiqué que ses

services ont dénombré jusqu'à aujourd'hui plus de 175.000 demandes de logements de différentes formules. Toutes les commissions des daïras dans leur ensemble ont été installées et mises à contribution et sont à pied d'œuvre pour parachever les enquêtes et étudier les dossiers préalablement notés selon les critères en vigueur.

M. Djari a assuré du suivi des différents projets de logements en cours de réalisation et instruit les entreprises de rattraper les retards enregistrés par le renforcement des chantiers pour livrer les logements dans les délais impartis.

M'SILA

Une caravane médicale pour la population des zones d'ombre

Le coup d'envoi d'une caravane médicale bénévole multidisciplinaire au profit des populations des zones d'ombre de la wilaya de M'sila a été donné vendredi en présence du secrétaire général de la wilaya.

Placée sous le slogan "La route vers la prévention", cette caravane organisée à l'initiative du bureau local de l'organisation nationale de la société civile et de citoyenneté est com-

posée de plus de 40 médecins spécialistes d'Alger et de M'sila qui devront assurer des consultations pour les habitants des zones d'ombre des communes de M'sif, Ouled Mensour, Khet-touti Sed El Djir et Maarif, a indiqué, Samir Menasri, chef de bureau local de ladite organisation.

Cette caravane médicale bénévole a pour objectif de sensibiliser les habitants de ces zones contre la propagation du

Covid-19 et également contre les maladies chroniques, tels le diabète et l'hypertension artérielle, a-t-on noté. Aussi, des rencontres de formation pour les corps médical et paramédical locaux sont au programme de cette initiative, selon la même source.

La caravane, qui sillonnera pour une journée les zones d'ombre dans la wilaya, est composée de spécialistes en chirurgie générale, ophtalmo-

logie, urologie, pédiatrie, gynécologie obstétrique, traumatologie, neurologie, cardiologie, endocrinologie et diabétologie a précisé la même source. Selon M. Menasri, des caravanes similaires régulièrement au profit des habitants des 700 zones d'ombre que compte la wilaya de M'sila pour des consultations médicales et sensibilisation contre la coronavirus ainsi que les maladies infectieuses.

TIPASA

Distribution "prochaine" de près de 3 400 logements sociaux

Quelque 3397 logements publics locatifs (logements sociaux) seront distribués, "prochainement" à travers 7 communes de Tipasa, a indiqué, vendredi dans un communiqué, la cellule de communication de la wilaya. Selon ce même document, "les préparatifs sont en cours pour la remise des décision d'attribution aux bénéficiaires de 3397 logements publics locatifs (LPL) achevés et prêts à être distribués à travers 7 communes de la wilaya".

Sur ces 3 397 logements, 320 unités sont implantées à Kolea, 708 à Hadjout, 275 à Bourkika, 936 à Fouka, 100 à Merad 410 à Damous et 648 à Cherrhell. Dans le même sillage, le communiqué de la wilaya a indiqué que l'établissement des listes définitives des bénéficiaires de près de 550 autres logements sociaux répartis sur quatre communes, est en cours d'achèvement.

La commission de wilaya chargée d'étudier les recours concernant les programmes de logements publics locatifs "se consacre actuellement à l'examen des recours introduits à son niveau afin de trancher et d'établir la liste définitive des bénéficiaires", a-t-on indiqué de même source.

Ce programme d'une consistance de 594 logements dont les listes provisoires des bénéficiaires ont été déjà affichées, est réparti sur 4 communes qui sont Messelmoun (322 unités), Larhat (78 unités), Sidi-Ghiles (55 unités sur 260 prévues) et Ahmar El Ain (78 unités), selon le même communiqué. Le retard accusé dans l'établissement de ces listes définitives des bénéficiaires, est lié à l'opération d'examen des recours qui "exige un certain temps pour pouvoir examiner minutieusement l'ensemble des dossiers déposés afin d'assurer une distribution équitable de ces logements", a souligné le communiqué de la wilaya. Par ailleurs, ce même document a signalé que l'enquête administrative concernant les bénéficiaires de logements dans le cadre d'un programme de résorption de l'Habitat précaire dans les communes de Larhat et Bourkika, est en voie de d'achèvement, ce qui permettra ensuite d'organiser les opérations de relogements, a-t-on ajouté sans préciser de date.

MILA

Raccordement de près de 1 200 foyers au réseau de gaz naturel

Près de 1 200 foyers, répartis à travers cinq (5) zones d'ombre de la commune de Rouached (au Nord de Mila), ont été raccordés jeudi au réseau de gaz naturel.

Le wali de Mila, Abdelouhab Moulay, qui a procédé à la mise en service du raccordement au réseau de gaz naturel de ces habitations, a précisé que ce projet a ciblé plus de 6 000 âmes dans les mechtas de Ouyoune Tafallat, Rahabet, Lounakel, Kezioua, Sidi Zerrouk.

S'adressant aux représentants de la presse locale, le même responsable a ajouté que ces régions classées zones d'ombre, relèvent de la partie nord de la wilaya de Mila, indiquant que cette région de la wilaya compte plusieurs autres zones d'ombre dénuées de réseau de gaz naturel.

M. Moulay a affirmé, dans ce contexte, que les projets de l'Etat dans ce domaine se poursuivent consécutivement aux instructions du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a exhorté les responsables à accorder de l'attention aux zones d'ombre. En ce sens, le chef de l'exécutif local a révélé que de nombreux projets



ont été enregistrés à travers le territoire de la wilaya pour prendre en charge ces zones et améliorer le cadre de vie de leurs habitants.

De leur côté, les citoyens ayant bénéficié de cette opération de raccordement au réseau de gaz naturel ont exprimé leur grande

joie d'être libérés, selon eux, de la quête des bouteilles de gaz butane, particulièrement en hiver. Selon les explications fournies aux autorités lors de la mise en service du réseau alimentant les 5 mechtas en gaz naturel, ce projet a nécessité la réalisation d'un réseau de conduites sur une distance

de plus de 7 km pour un montant de plus de 280 millions de DA, cela en plus d'une station de compression.

Aussi, dans le cadre de ce même projet, un réseau de distribution d'une longueur supérieure à 40 km a été achevé pour un coût de 118 millions de dinars, tandis que la valeur moyenne du raccordement par foyer a atteint 370 000 dinars, selon les mêmes explications.

Dans ce contexte, le directeur de l'énergie de la wilaya de Mila, Farid Nezzar, a fait savoir que les projets de raccordement au réseau de gaz naturel se poursuivent dans la daïra de Rouached, où des travaux sont actuellement en cours pour alimenter en gaz 4 zones d'ombre de la commune de Tiberghent, relevant de cette même daïra.

Il s'agit des mechtas de Timridjine, Hammam Dar Cheikh, Karekta, et Tiberghent, a souligné le même responsable qui a relevé qu'avec la concrétisation de ces opérations, le taux de raccordement au gaz naturel dans la wilaya de Mila sera de l'ordre de 67% environ.

PATRONAT

Une série de propositions à l'APN en vue de relancer l'économie nationale

Des représentants de la Confédération algérienne du patronat (CAP) ont remis jeudi à Alger une série de propositions au président de la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), Nabil Louhibi, en vue de contribuer à la relance de l'économie nationale.

Au cours d'une audition, les représentants de la CAP ont exposé une soixantaine de propositions en vue de relancer l'économie nationale au président de la Commission parlementaire, tout en soulevant plusieurs doléances concernant "les entraves administratives" et "le manque d'accompagnement de l'Etat dans leurs activités".

Représentant différentes fédérations (santé, l'agroalimentaire, BTPH, énergie, transports et tourisme), les membres de la CAP ont fait part, à l'occasion, des problèmes rencontrés par les dirigeants des entreprises ainsi que de solutions qu'ils jugent "opportunes".

Ainsi, le président de la Fédération de la santé, Mohammed Taffarte, a soulevé des "entraves" qui empêchent les opérateurs algériens de travailler avec leurs fournisseurs étrangers avec "la fluidité que ces derniers privilégient".

Ce qui a engendré, selon lui, des "répercussions sur les approvisionnements en équipements vitaux, en ces temps de pandémie" occasionnant des "retards de livraison impliquant des pénalités".

M. Taffarte a cité, également, un projet d'investissement pour la construction d'un hôpital de 200 lits à Ouargla, sur fonds propres d'un montant de 5 milliards DA proposé par un opérateur, et qui n'a pas été concrétisé pour cause de "bureaucratie".

De son côté, le président de la Fédération de l'agroalimentaire, Khaled Belbel, a insisté sur la nécessité de soutenir la production nationale, affirmant que les industriels de l'agroalimentaire veulent produire localement et se lancer dans l'exportation.

Il a souligné, en outre, l'intérêt manifesté par de nombreux partenaires étrangers disposés à investir dans des unités en Algérie, qu'ils considèrent comme la porte de l'Afrique.

Le président de la Fédération de l'énergie et des hydrocarbures, Bahmed Smain, a appelé, quant à lui, "à la consolidation du partenariat public-privé (PPP), en favorisant le développement durable et en s'orientant vers l'exportation".

Il a fait part de la mise en place d'un programme de la Fédération axé sur les énergies renouvelables, accordant une importance à la méthanisation des déchets ménagers pour leurs transformation en bio-gaz, qui servira à produire de l'électricité et dont les résidus serviront de compost pour l'agriculture, notamment dans le Sud du pays.

S'agissant du secteur du BTPH, le vice-président national de la CAP, El-Hamel Merniz, a affirmé que les entreprises algériennes ont réalisé le programme de 1 million de logements en Algérie, précisant que seules "80.000 unités ont été construites par des Chinois et des Turcs".

Emettant le souhait de voir les entreprises algériennes impliquées davantage dans le programme de logements en cours, il a affirmé "qu'un logement AADL coûte 2,5 fois plus cher qu'un logement LSP ou LPL réalisé par les entreprises algériennes".

Le secteur des transports et du tourisme a été également évoqué.

Le président de la fédération nationale de ces secteurs Nacereddine Harek a remis des propositions à la commission en insistant sur la prise en charge du transport terrestre, qui reste, selon lui, "le plus prisé".

Le président de la Commission parlementaire, Nabil Louhibi, a appelé les membres de la CAP à établir des plans de travail avec des projections sur 5 à 10 ans, tout en rappelant que les chantiers prioritaires des autorités publiques visent à permettre au x grandes entreprises d'exporter en Afrique ou dans d'autres pays.

Il a mis, en outre, l'accent sur la nécessité d'avoir de trouver des marchés ouverts, tout plaçant pour la mise en place de mécanismes aidant les entreprises algériennes dans le domaine de l'exportation. Concernant le secteur du BTPH, il a estimé que la politique de ce secteur devrait être conçue dans le cadre d'une nouvelle politique d'aménagement du territoire national.

COMMERCE

Rezig : «élaboration en cours de projets de lois pour réorganiser l'activité commerciale»

Plusieurs projets de loi sont en cours d'élaboration avec différents départements ministériels pour réorganiser le secteur du commerce et moraliser l'activité commerciale, a annoncé, jeudi soir à Alger, le ministre du Commerce, Kamel Rezig.

"Il y a des lois qu'il faut revoir car elles sont caduques, et j'insiste sur le travail collectif qu'il faut mener pour réussir à remettre le train sur les rails (...) Tout doit commencer par un premier pas", a-t-il dit dans son intervention devant la Commission des finances et budget de l'Assemblée nationale populaire (ANP) lors du débat du projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2018.

Ces projets de lois, dont l'élaboration a été déjà entamée avec plusieurs ministères, concernent plusieurs segments de l'activité commerciale, notamment la revue de la liberté des prix, la facturation et la marge bénéficiaire, tout en garantissant le droit à la concurrence.

M. Rezig a fait savoir que plusieurs textes de lois traitant de différentes activités seront publiés prochainement.

Il a évoqué, entre autres, un projet de loi sur la pénalisation de délit de surfacturation, qui est en cours d'élaboration en collaboration avec le ministère de la justice, sans donner plus d'explications, mais en insistant sur la nécessité de ce texte qui permettra à coup sûr de mettre un terme à la spéculation et la hausse injustifiée des prix des produits de première nécessité.

Un autre décret verra le jour incessamment qui porte sur la spécialisation de l'exportation et qui permettra



de protéger et d'encourager le produit national, soulignant que "l'Algérie a de grandes potentialités dans l'exportation".

De plus, pour le domaine de l'exportation, notamment vers le marché africain, M. Rezig a affirmé que le produit national pourra être concurrentiel, citant la facture des exportations vers la Mauritanie qui est estimée à neuf millions de dollars au deuxième trimestre de l'année 2020.

Le ministre affirme que "nous pouvons exporter tous nos produits".

Dans le cadre du développement de son secteur, M. Rezig a déclaré que

cinq marchés régionaux de fruits et légumes seront créés dans certaines wilayas, dont Alger, Boumerdès, Bechar, Tiaret et Ouargla.

Pour ce qui est de la qualité des produits, sept laboratoires ambulants du contrôle de la qualité seront acquis, selon Kamel Rezig qui fixe l'objectif de doter toutes les wilayas du pays d'un laboratoire chacune.

Par ailleurs, le ministre a annoncé que son département, le ministère des affaires religieuses et la mosquée de Paris ont un partenariat pour lancer la certification Hallal, qui exigera la commercialisation du produit algérien.

AGRICULTURE

Vers la révision du circuit de commercialisation du lait pour une distribution équitable (ministre)

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani a déclaré, jeudi à Alger, que son département comptait revoir le circuit de commercialisation du lait subventionné pour venir à bout de la pénurie de cette matière essentielle dans certaines régions.

Répondant aux interrogations des députés lors d'une plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN) concernant la pénurie de cette matière essentielle dans certaines communes, M. Hemdani a indiqué que son département ministériel comptait revoir le circuit de commercialisation de lait, en prenant en compte les spécificités des régions éloignées et les capacités de production des laiteries à travers toutes les communes.

Le ministère aspire à réduire les distances aux distributeurs pour faire baisser les coûts de distribution, tout en évitant d'ouvrir de nouvelles laiteries rapprochées dans un même lieu, a-t-il précisé.

M. Hamdani a salué les démarches du ministère visant à encourager la création d'exploitations pour l'élevage bovin et la création de laiteries, soulignant que les entreprises publiques bénéficient de parts considérables de poudre de lait destinée au lait subven-

tionné qui se vend au prix de 25da/sachet.

Dans ce contexte, le ministre a rappelé les mesures d'urgence prises par l'Etat pour satisfaire les besoins du marché, à travers "l'approvisionnement des laiteries par l'Office national Interprofessionnel du Lait et des produits laitiers (ONIL) en quantités considérables de poudre de lait des laiteries publiques et privées pour satisfaire les besoins du marché".

Le secteur, via l'ONIL, avait mis en place durant le mois de ramadhan dernier qui a coïncidé avec la propagation du coronavirus, plusieurs mesures pour approvisionner 15 laiteries publiques et 102 laiteries privées en matières essentielles pour couvrir la demande sur cet aliment nécessaire, a-t-il rappelé.

Le Groupe Giplait, a-t-il expliqué, a approvisionné les laiteries publiques en une quantité supplémentaire de poudre de lait, estimée à 1.500 tonnes, compte tenu de l'augmentation de la demande sur le lait durant ce mois, ce qui a permis d'accroître la production de 30%, à partir de la première semaine de Ramadan et de l'ouverture de 90 points de vente.

Il a également fait état de la mobilisation de quantités supplémentaires, estimées à 900 tonnes, lors de la rentrée sociale au profit des laiteries publiques.

Un comité interministériel pour contrôler la distribution de la poudre de lait

Afin de mettre un terme à la spéculation sur ce produit subventionné, le ministre a fait savoir que le comité mixte de contrôle de la distribution de lait, composé de représentants des directions du commerce et des services agricoles et de l'Office national interprofessionnel du lait et produits laitiers (ONIL), a doublé les sorties d'inspection en vue de limiter le transfert de la matière de base entrant dans la production de fromages et d'autres produits.

Dans ce contexte, il a fait état de l'existence de plusieurs dépassements par les laiteries ainsi que les détaillants sur l'ensemble du territoire national, relevant la prise de mesures juridiques à l'encontre des opérateurs qui ont violé les termes de l'accord conclu avec l'ONIL, un accord interdisant l'utilisation de la poudre de lait dans la production d'autres produits tels le fromage et les produits laitiers. Le ministère a tracé des programmes de développement spéciaux pour la promotion de la filière Lait et la réduction de la facture d'importation et ce en encourageant la production du lait frais et son intégration dans le lait pasteurisé, a souligné le ministre. Pour ce qui est des impôts qui "pèsent sur les agriculteurs" en cette conjoncture exceptionnelle marquée par

le stress hydrique et la crise sanitaire, le ministre a fait savoir qu'il plaiderait pour l'annulation des impôts aux agriculteurs, estimant que "l'agriculture n'est pas une activité commerciale".

Répondant à une question sur les conditions d'octroi aux investisseurs privés de terrains relevant aux domaines de l'Etat, M. Hemdani a précisé "dans le cadre du plan national du développement agricole et rural, il est autorisé aux citoyens d'exploiter les domaines forestiers en vue de la mise en valeur des terres arides, la plantation d'arbres fruitiers ainsi que l'élevage de bétail, conformément à un cadre juridique définissant les conditions et les modalités d'exploitation du patrimoine forestier".

La durée d'exploitation est définie selon la nature de l'activité comme suit : (20) ans pour les activités d'élevage et 40 ans pour les activités liées à la plantation d'arbre, a mis en avant le ministre.

Un cadre réglementaire a été mis en place, définissant les conditions et modalités d'octroi d'autorisations d'exploitation dans le domaine forestier à travers le décret exécutif de 2019 permettant aux citoyens de bénéficier de lots de terrain pour les mettre en valeur et y établir des investissements visant à rentabiliser le patrimoine forestier de l'Etat, a-t-il rappelé.

PÉTROLE

Le Brent se maintient à plus de 51 dollars le baril

Les cours du pétrole reprenaient leur souffle vendredi après des nouveaux records en plus de neuf mois atteints la veille, dans un marché qui espère des avancées sur un plan de relance au sein des Etats unis, premier pays consommateur de brut.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février lâchait 0,35% à Londres par rapport à la clôture de jeudi, à 51,32 dollars, après avoir touché la veille 51,90 dollars, un record depuis le 5 mars.

Le baril américain de WTI pour le mois de janvier abandonnait de son côté 0,21% à 48,26 dollars, après avoir atteint jeudi 48,59 dollars, un plus haut depuis le 3 mars.

Il est possible de voir le marché céder davantage de terrain vendredi "notamment si l'accord de relance aux Etats-Unis n'est pas entériné avant la fin de la journée", ont commenté des analystes du marché.

Les élus du Congrès américain ont entamé en début de semaine des négociations marathon



pour parvenir à un compromis sur de nouvelles mesures d'aide pour les compagnies et les foyers américains frappés par la récession.

De nombreuses aides

s'arrêtent dans les prochains jours et, si démocrates et républicains se disent en bonne voie pour trouver un compromis, la proposition de loi n'a pas encore été votée. Plusieurs

analystes s'interrogeaient par ailleurs sur l'"enthousiasme" des marchés pétroliers ces derniers jours et alertaient sur le nombre et l'importance des facteurs baissiers comme la vigueur de la propagation du Covid-19 de part et d'autre de l'Atlantique et les négociations de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) avec leurs alliés, qui se retrouvent le 4 janvier.

Les cours des deux contrats de référence se sont appréciés de plus de 40% depuis leurs derniers plus bas touchés au début du mois de novembre, portés principalement par les espoirs pour la reprise de la demande que nourrissent les vaccins contre le Covid-19.

Le pétrole continue de monter, dopé par le plan de relance et la vaccination

Les cours du pétrole ont enregistré vendredi leur cinquième hausse de suite dans un marché qui espère des avancées sur un plan de relance aux Etats-Unis.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a pris 1,48% ou 76 cents à Londres, à 52,26 dollars.

Le baril américain de WTI pour le

mois de janvier a de son côté gagné 1,53% ou 74 cents à 49,10 dollars.

Les deux contrats de référence évoluent à leurs plus hauts cours de clôture depuis début mars. Les cours de l'or noir "continuent d'être soutenus par la campagne de vaccination et les progrès vers de nouvelles mesures d'aide aux Etats-Unis", écrit dans une

note Christin Redmond de Schneider Electric. "Le plan de relance de presque 900 milliards de dollars est moins ambitieux que celui voté plus tôt cette année, mais il vise à soutenir l'économie américaine et pourrait, par extension, donner un coup d'accélérateur à la demande en brut et en produits pétroliers", ajoute l'experte.

BREXIT

Ultimes négociations entre Londres et Bruxelles pour trouver un accord

Européens et Britanniques sont engagés dans une "dernière tentative" pour combler le "fossé" qui les sépare, en particulier sur la pêche, et arracher un accord sur leur relation post-Brexit avant l'échéance fatidique du 31 décembre. Les négociations se poursuivront samedi, ont indiqué vendredi soir des sources proches des discussions.

"Je dois dire que la situation semble difficile, il y a un fossé à combler.

Nous avons fait beaucoup et nous espérons que nos amis de l'UE (...) viendront à la table avec quelque chose", a averti vendredi le Premier ministre britannique Boris Johnson.

Londres juge que les demandes de l'UE sur la pêche ne sont pas "raisonnables". Cette question est hypersensible pour plusieurs Etats membres, dont la France, les Pays-Bas et l'Espagne, et les Européens ont répété à

maintes reprises qu'il n'y aurait pas d'accord commercial sans compromis sur ce point.

Pour Bruxelles, les deux camps doivent faire "un effort réel et concret". "Nous sommes à un moment de vérité. Il nous reste très peu de temps, quelques heures utiles dans cette négociation", a mis en garde vendredi leur négociateur Michel Barnier. Après un début de semaine marqué par un optimisme prudent,

l'heure semble au durcissement des positions.

"Le pessimisme" de Boris Johnson "est tactique, pour tenter d'arracher des concessions de dernière minute aux Européens", estimait cependant l'expert de l'Eurasia group, Mujtaba Rahman, ajoutant que "retarder un accord jusqu'au dernier moment présentait aussi l'avantage de limiter son examen au strict minimum" par le Parlement britannique.

RUSSIE

La consommation recule mais le chômage s'améliore en novembre

La consommation des ménages russes a continué de chuter en novembre sur un an, plus profondément qu'au mois précédent alors que la pandémie a progressé, tandis que le taux de chômage a légèrement baissé, selon les chiffres officiels publiés vendredi.

Selon le rapport mensuel de conjoncture de l'institut des statistiques Rosstat, les ventes au détail ont baissé de 3,1% en novembre sur un an, plus fortement qu'en octobre (-1,4% sur un an après correction).

Il s'agit du pire résultat depuis mai.

Sur un mois, en novembre par rapport à octobre, elles ont baissé de 1,2%. Selon les analystes de Capital Economics, cette baisse concerne tous les types de produits, alimentaires ou non.

"La nouvelle augmentation des cas de Covid-19 et le resserrement de certaines restrictions dans les régions clés signifient que les ventes devraient encore baisser en



décembre". Le taux de chômage s'est pour sa part légèrement réduit, à 6,1% (contre 6,3% les derniers deux mois). Il était de 4,7% en mars, avant que les effets de la pandémie et du confinement ne se répercutent sur l'économie russe.

AFRIQUE

La BAD autorisée à emprunter 10,4 milliards de dollars en 2021

La Banque africaine de développement (BAD) a été autorisée par son Conseil d'administration à emprunter un montant maximum de 10,4 milliards de dollars sur les marchés de capitaux au titre de son programme d'emprunt 2021, a indiqué l'Institution.

"Cette décision permet à la Banque de mobiliser, l'an prochain, des fonds sur les marchés de capitaux internationaux afin de contribuer au financement de ses projets et de son programme sur le continent africain", a précisé la BAD dans un communiqué publié sur son site web.

Elle a, dans ce cadre, rappelé qu'elle est active sur plusieurs marchés internationaux en dollar américain, dollar australien, euro et livre sterling.

La Banque continuera de promouvoir le développement des marchés de capitaux africains avec "l'émission de dette libellée en monnaie locale pour faciliter le financement de ses opérations dans ces mêmes devises, parallèlement à d'autres initiatives", ajoute le communiqué.

Selon la même source, la Banque est très active dans le domaine des investissements socialement responsables et continue d'être un émetteur régulier d'obligations vertes et sociales.

En 2020, la Banque africaine a émis une obligation sociale appelée "Combattre le Covid-19" de trois milliards de dollars américains sur trois ans.

Cela lui a valu d'être désignée meilleur émetteur d'obligations liées au Covid-19 lors des Global Capital Bond Awards 2020.

Cette institution financière a également continué d'utiliser ses priorités opérationnelles, les "High 5" pour l'émission de 19 obligations thématiques, dont celles en rapport avec les priorités consistant à "améliorer la qualité de vie des populations en Afrique et à éclairer le Continent".

Pour rappel, la BAD bénéficie d'une note d'endettement à long terme "AAA" qui est une perspective stable des principales agences de notation internationales, et est également notée par des agences de notation "ESG" sur le plan environnemental, social et gouvernance.

USA

La Fed prolonge ses restrictions pour les banques jusqu'à fin mars

La Banque centrale américaine (Fed) a annoncé vendredi qu'elle prolongeait jusqu'à la fin du premier trimestre 2021 les restrictions sur les grandes banques américaines, pour prémunir le système financier contre les risques induits par la pandémie de Covid-19.

"Compte tenu de l'incertitude économique actuelle et pour préserver la solidité du secteur bancaire, le Conseil étend les restrictions actuelles concernant les distributions de capitaux", a indiqué la Fed dans un communiqué, tout en précisant que ces restrictions avaient été modifiées.

En juin, elle avait interdit aux plus grandes banques dont JPMorgan, Wells Fargo et Bank of America, de procéder au troisième trimestre à des programmes de rachat d'actions.

Elle leur avait en outre ordonné de limiter les versements de dividendes aux actionnaires.

Cette mesure avait été prolongée jusqu'à la fin de l'année 2020.

"Pour le premier trimestre 2021, les dividendes et les rachats d'actions seront limités à un montant basé sur le revenu de l'année écoulée", indique-t-elle vendredi.

"Si une entreprise ne gagne pas de revenus, elle ne pourra pas verser de dividende ou effectuer de rachats d'actions", ajoute-t-elle.

Cette décision intervient à l'issue des résultats de nouveaux tests de résistance sur 33 grandes banques.

Ces tests de résistance annuels avaient été mis en place par la loi Dodd-Frank après la crise financière de 2008.

Mais la pandémie a précipité au printemps l'économie américaine dans la récession et la Banque centrale avait jugé bon de réaliser une deuxième série de tests.

TIPASA

Démantèlement d'un réseau international de trafic de drogues et de psychotropes

Les éléments de la police ont procédé durant la semaine en cours au démantèlement d'un réseau international composé de 12 individus activant dans l'importation et le trafic de drogues et de psychotropes au niveau de Tipasa et des wilayas limitrophes, a indiqué vendredi un communiqué des services de la Sûreté nationale.

L'opération a été rendue possible grâce à l'exploitation d'informations confirmées faisant état d'activités suspectes des individus formant ce réseau, dirigé par 3 personnes faisant l'objet de mandats d'arrêt, a précisé la même source, relevant que l'enquête de police judiciaire, diligentée en coordination avec le parquet territorialement compétent, a permis l'arrestation de 12 suspects issus de différentes wilayas.

Détaillant la nature des saisies, la même source a fait état de "2.800 psychotropes, 3 véhicules touristiques utilisés dans le trafic de drogues, une somme d'argent de 350.000 Da, 3 armes blanches et des téléphones portables".

Tout en relevant la présentation des mis en cause devant les juridictions compétentes, le communiqué a affirmé que "cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), visant à prémunir et à protéger la santé des citoyens".

AÏN DEFLA

Trafic de psychotropes : cinq personnes arrêtées et plus de 1 430 unités saisies

Les services de sécurité de Aïn Defla ont arrêté récemment à Khémis Miliana cinq individus (âgés entre 25 et 39 ans) s'adonnant au trafic illicite des comprimés psychotropes dont ils ont saisi 1.439 unités, a-t-on appris vendredi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Suite à des informations faisant état d'un groupe de cinq individus s'adonnant à la vente de psychotropes au niveau de la ville de Khémis Miliana, les éléments de la Brigade de Recherche et d'Investigation (BRI) relevant de la sûreté de wilaya de Aïn Defla ont mis en place un plan minutieux visant leur arrestation, a-t-on indiqué.

La mise hors d'état de nuire de cette bande est intervenue vendredi dernier à hauteur de la cité Soufaye de Khémis Miliana lorsque les policiers les ont arrêtés en flagrant délit d'exécution de leur activité répréhensible, en arrêtant quatre sur le point d'écouler 1.439 comprimés psychotropes, a-t-on fait savoir.

Les investigations poussées ont permis d'identifier puis d'arrêter, quelque temps après, un cinquième membre de la bande, dont la fouille minutieuse du domicile a permis de mettre la main sur six téléphones portables ainsi que 20.000 dinars représentants vraisemblablement le revenu de leur activité répréhensible, a-t-on détaillé.

Présentés jeudi devant les instances judiciaires de Khémis Miliana pour les griefs de "détention et transport de psychotropes dans le but de les vendre", quatre des mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt alors que le cinquième a été placé sous contrôle judiciaire, a-t-on indiqué de même source.

ALGÉRIE - PNUD

Sétif : clôture du programme de soutien présenté par les Nations-Unies dans son volet relatif à la lutte contre le Covid-19

Les activités du programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie dans son volet relatif à la lutte contre le Covid-19, lancé en juillet passé ont été clôturées jeudi à l'établissement de prévention d'Ain Azel (Sud de Sétif).

La rencontre a été tenue sous l'égide du ministère de la Justice à l'établissement de prévention d'Ain Azel dans le cadre du projet de coopération avec le PNUD intitulé "réponse Covid-19" financé par l'ambassade suisse en Algérie.

Ses travaux ont été présidés par Slimane Tiabi, directeur de recherche et insertion sociale des détenus qui a représenté le directeur général de l'administration pénitentiaire et réinsertion.

Le sous-directeur du programme de réinsertion à la direction générale de l'administration pénitentiaire, Mohamed Berkoune, a présenté un bilan de la coopération entre les parties face à l'épidémie du nouveau coronavirus dont la remise de 71 machines à coudre à des familles de détenus durant novembre passé et la consolidation des efforts de solidarité de



l'Etat avec les enfants de détenus à l'instar de la remise de trousseaux scolaires.

De son côté, l'ambassadeur de la fédération suisse en Algérie, Lukas Rozenkranz a exprimé son appréciation pour les produits artisanaux confectionnés par des détenus et exposés à l'occasion, esti-

mant que ces produits peuvent être commercialisés et montrent que l'insertion sociale de cette catégorie est ainsi "exemplaire dans le continent africain".

La représentante résidente du PNUD en Algérie, Blerta Aliko a met l'accent sur la coordination actuelle avec la direction générale de l'administration pén-

tentaire et de réinsertion et le gouvernement suisse dans le domaine de la lutte contre le nouveau coronavirus au profit des familles des détenus. Le projet de coopération avec le PNUD en Algérie a débuté en 2014 et prendra fin en 2021. Son volet relatif à la lutte contre le Covid-19, financé par l'ambassade suisse en Algérie à hauteur de 150.000 francs suisses a été lancé en juillet passé et clôturé officiellement ce jeudi.

La cérémonie de clôture s'est déroulée en présence du wali de Sétif, Kamel Abba, le procureur général près la Cour de Sétif Abdelmadjid Belhadj, du représentant du directeur général de l'administration pénitentiaire et réinsertion, le président de l'APC d'Ain Azel, de cadres de la direction générale de l'administration pénitentiaire et de représentants de la société civile.

BOUIRA

Un sexagénaire disparu à M'Chedallah retrouvé sain et sauf

Un sexagénaire porté disparu depuis deux jours à M'Chedallah (Est de Bouira) a été retrouvé sain et sauf à Saharidj, a-t-on appris samedi de sa famille. "Nous l'avons retrouvé sain et sauf à Saharidj après près de deux jours de recherche grâce à la mobilisation des citoyens, des services de la protection civile et de la gendarmerie natio-

nale", a affirmé à l'APS Ali, un membre de la famille du disparu.

L'homme, âgé de 61 ans et atteint d'Alzheimer, est sorti de son domicile mercredi et, depuis, il n'a donné aucun signe de vie.

Une vaste opération de recherche a alors été lancée pour le retrouver. Plusieurs citoyens des villages environ-

nants ont participé à cette opération qui a vu aussi la participation des unités de la protection civile de Bordj Bou Arreridj, ainsi qu'une unité cynotechnique d'Alger.

Après l'avoir retrouvé, le sexagénaire a été emmené à l'hôpital de M'Chedallah pour un examen médical avant de retrouver sa famille.

JUSTICE

Tizi-Ouzou : peine capitale contre deux auteurs d'un enlèvement suivi d'assassinat de l'otage

Le tribunal criminel près la cour de justice de Tizi-Ouzou condamné jeudi, à la peine capitale deux accusés reconnus coupables d'enlèvement dans le but d'obtention d'une rançon et d'homicide volontaire avec préméditation dont a été victime l'otage. Selon l'arrêt de renvoi de cette affaire jugée en première instance en 2014, les faits remontent au 24 janvier 2014, lorsque la

famille "M" de Béni Zmenzer (daïra de Béni Douala) reçoit un appel d'une personne anonyme le informant que leur fils Amirouche a été enlevé et exigeant une rançon de 3 millions de DA contre sa remise en liberté. La victime M. Amirouche qui a un lien de parenté avec ces ravisseurs (A. Y) et (O. M) résidents à Tizi-Ouzou, a été enlevé à bord d'un véhicule

de location, et conduit vers la forêt de la localité d'Agouni Gueghrane, où il a été retenu otage. Son corps sans vie portant de traces de coups au niveau de la tête et de la poitrine causés par un objet tranchant et un bâton, a été retrouvé quelques jours plus tard au lieu-dit Assassif dans cette même localité.

Pour détourner l'attention d'eux, les ravisseurs n'ont pas hésité à se rendre au domicile de leur victime pour "soutenir la famille" et ont même participé aux opérations de recherche et à une marche de dénonciation organisées par les villageois dans l'espoir de retrouver le kidnappé. Lors du procès, l'accusé principal (A. Y) a refusé, "sans raison valable" d'être jugé ce qui a poussé ses avocats à se retirer.

Son co-accusé (O. M) a reconnu quant à lui avoir appelé la famille de la victime le lendemain de son enlèvement (25 janvier 2014)

"sous la menace de (A.

Y), selon ses propos, pour exiger le versement d'une rançon de 3 millions de DA.

Il a toutefois nié avoir commandité ou participé à l'enlèvement et à l'assassinat de Amirouche qui, selon le rapport du médecin légiste, ayant pratiqué l'autopsie, aurait été tué le 28 janvier 2014. Le procureur général, qui a qualifié le crime commis contre la victime de "sauvage" et "sadique", en montrant des photos de la victime, dont le visage était méconnaissable à cause des violents coups portés sur cette partie de son corps, avait requis la peine capitale contre les deux accusés.

Lors de la délibération, (A. Y) et (O. M.) ont été reconnus coupables d'"enlèvement dans le but de l'obtention d'une rançon" et d'"homicide volontaire avec préméditation" et ont été condamnés à la peine capitale.

APS

TRAFIC DE BOISSONS ALCOOLISÉES À AÏN DEFLA

Deux personnes arrêtées et plus de 3 340 unités saisies

Les services de sécurité de Aïn Defla ont arrêté à Bathia (75 km au sud du chef-lieu de wilaya) deux individus (20 et 26 ans) s'adonnant au trafic illicite des boissons alcoolisées et saisi 3.348 unités de différentes marques et volumes, a-t-on appris vendredi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Ayant eu vent de deux individus procédant à la vente illicite de boissons alcoolisées à Bathia en agissant de nuit

pour échapper à toute surveillance, "les éléments de la Brigade Mobile de la Police Judiciaire (BMPJ) de cette localité ont mis en place un plan minutieux visant leur arrestation en flagrant délit d'exécution de leur activité blâmable", a-t-on indiqué.

Après les avoir identifiés, les policiers les ont surveillés de très près, les arrêtant mercredi dernier vers 4 heures du matin à la faveur d'un point de contrôle dressé à l'entrée nord de

Bathia, mettant la main sur 3 348 bouteilles de boissons alcoolisées de différentes marques et volumes, soigneusement enfilées à l'intérieur de leur véhicule, a-t-on fait savoir.

Après accomplissement des procédures réglementaires en vigueur, les mis en cause ont été présentés jeudi devant les instances judiciaires de Aïn Defla lesquelles devront statuer sur leur cas, a-t-on indiqué de même source.

PHILIPPINES

Intempéries : deux morts, des centaines de sans abri

Deux personnes au moins ont été tuées et des centaines forcées de quitter leur domicile par des pluies torrentielles qui ont causé des inondations et des glissements de terrain aux Philippines, ont indiqué samedi les autorités.

Des vagues énormes se sont écrasées sur un village côtier sur l'île de Lapu-Lapu dans la province de Cebu (centre) vendredi soir, détruisant des dizaines de maisons et faisant quize 290 sans abri, a annoncé le maire Junard Chan sur Facebook. Les policiers ont découvert les corps de deux femmes âgées tuées dans un glissement de terrain près de Mahaplag dans la province voisine de Leyte, a annoncé la policière Racquel Hernandez.

Un garçon blessé a été délogé des décombres de sa maison et est soigné, a-t-elle ajouté. Près de 1.500 personnes



ont dû quitter leurs maisons sur l'île de Mindanao (sud) alors que les eaux de crue engloutissaient 13 villages, a déclaré le Conseil national de gestion des catastrophes. Les Philippines sont frappées chaque année par une vingtaine de tempêtes et typhons qui détruisent les récoltes, les maisons et l'infrastructure dans des zones déjà appauvries.

Une succession de typhon a frappé le pays ces derniers mois, coûtant la vie à 148 personnes, détruisant des centaines de milliers de maisons, et laissant des pans entiers du pays sans électricité.

SOUDAN DU SUD 60% de la population risque une malnutrition aiguë (ONU)

Plus de 7,2 millions de personnes souffriront de malnutrition aiguë à la mi-2021 au Soudan du Sud, soit près de 60% de sa population, ont estimé vendredi le gouvernement sud-soudanais et les agences de l'ONU.

Environ 1,4 million d'enfants du Soudan du Sud, pays ravagé par des décennies de conflits, seront gravement mal nourris en 2021 et nécessiteront un traitement pour leur sauver la vie, selon un rapport conjoint.

"La situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition s'est détériorée", a expliqué Isaiah Chol Aruai, président du Bureau national des Statistiques à Juba, à l'occasion de la publication du dernier état des lieux dans le pays.

"Cela est dû à des poches d'insécurité qui ont provoqué le déplacement de populations, à une baisse des récoltes en raison de chocs climatiques tels que des inondations et la sécheresse", ainsi que de l'impact de la pandémie de Covid-19, de la crise économique, d'une invasion de criquets pèlerins et d'une aide humanitaire "inadaptée", a-t-il ajouté.

Ce rapport, élaboré avec le soutien de l'ONU, se base sur l'indice IPC (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) qui comprend cinq niveaux de gravité de la situation - minimale, sans pression, crise, urgence, famine.

Le dernier état des lieux en date estime qu'environ 5,8 millions de personnes risquent de se retrouver en situation de "crise" alimentaire (niveau 3, déficit alimentaire considérable et malnutrition aiguë) entre décembre 2020 et mars 2021, et prévoit que ce chiffre grimpe à 7,2 millions d'ici juillet.

"C'est le nombre le plus élevé depuis que le Soudan du Sud a proclamé son indépendance" en 2011, a souligné à Juba la directrice adjointe du Programme alimentaire mondial (PAM) dans le pays, Makena Walker, précisant qu'il était supérieur de 5% par rapport à l'année précédente.

Des milliers de personnes sont menacées de famine dans le secteur de Pibor (Est), selon ce rapport, plaçant certaines zones de la région au plus haut niveau - 5 - de l'indice IPC.

Le représentant de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture de l'ONU (FAO), Meshack Malo, a appelé les parties en conflit à permettre un accès humanitaire au Pibor "pour empêcher qu'une situation déjà terrible se transforme en véritable catastrophe".

M. Aruai a demandé un accroissement rapide de l'aide humanitaire "afin de sauver des vies et éviter un effondrement total des moyens de subsistance" des populations, particulièrement dans les zones les plus touchées.

FRANCE - MIGRANTS

Plus d'un millier de sans-papiers défilent à Paris

"Pendant le Covid, c'est nous qui faisons tout le travail": des sans-papiers ont profité vendredi de la journée internationale des migrants pour manifester dans toute la France et réclamer à nouveau la régularisation des clandestins, fragilisés par la crise sanitaire.

Après celles de mai, juin et octobre qui avaient réuni des milliers de personnes, cette quatrième journée de mobilisation a eu lieu dans une cinquantaine de villes dont Bordeaux, Marseille ou Strasbourg.

A Paris, plus d'un millier de sans-papiers, essentiellement originaires d'Afrique, ont manifesté dans le calme, encadrés par un très important dispositif

policiers. "Sans-papiers en danger", "L'effort national, c'est nous", proclamaient notamment leurs banderoles, éclairées par des flambeaux allumés en mémoire des migrants morts en exil.

"On est là pour tous les sans-papiers de France.

Pendant le Covid, c'est nous qui faisons tout le travail, qui avons nettoyé les hôpitaux, pendant que ceux qui ont le chômage partiel sont bien au chaud à la maison.

Le gouvernement nous a oubliés", a déploré Siby Ahamada, membre du collectif des sans-papiers de Montreuil.

Le gouvernement a donné mi-septem-

bre instruction aux préfets de faciliter la naturalisation française des ressortissants étrangers mobilisés en première ligne durant l'épidémie.

Début novembre, l'entourage de la ministre déléguée à la Citoyenneté Marlène Schiappa a fait savoir qu'une première série de 334 naturalisations était en cours.

Une goutte d'eau, ont aussitôt jugé les associations qui estiment que les naturalisations, réservées par définition aux étrangers en situation régulière, ne sont qu'une infime partie de l'équation.

Le nombre de sans-papiers en France est estimé entre 300.000 à 600.000.

MOZAMBIQUE - CONFLIT

L'ONU réclame 254 millions de dollars pour l'aide d'urgence

L'ONU et ses partenaires ont réclamé vendredi 25,4 millions de dollars pour l'aide humanitaire d'urgence dans le nord du Mozambique, où plus d'un million de personnes sont menacées par les violences terroristes.

La crise dans la province de Cabo Delgado (Nord-Est) a "rapidement pris de l'ampleur en 2020, des attaques et des combats forçant des dizaines de milliers de personnes à fuir" leur foyer chaque mois, souligne l'ONU dans un communiqué.

Près de 530.000 personnes sont maintenant déplacées au sein de Cabo Delgado et des provinces voisines de Nampula et de Niassa, "presque cinq fois plus qu'en mars", précise

l'ONU. "L'aide humanitaire est vitale pour minimiser les souffrances", explique Myrta Kaulard, la coordinatrice humanitaire au Mozambique, précisant que les personnes déplacées ont souvent été obligées de fuir avec pour seul bagage les vêtements qu'elles portaient.

"Les femmes et les filles risquent de se faire enlever ainsi que des violences et d'être exploitées en raison de leur sexe, les garçons eux risquent de se faire tuer ou d'être recrutés de force par des acteurs armés", souligne Mme Kaulard, se disant particulièrement inquiète pour les personnes vivant dans des zones isolées. Ces violences et déplacements de force pèsent sur

des services essentiels déjà au bord de la rupture, insiste-t-elle. Plus de 90% des personnes déplacées vivent avec de la famille ou des amis dont les ressources étaient déjà très maigres. "Les hébergements manquent, l'eau est un problème, ainsi que les questions d'hygiène. La plupart des gens ne mangent qu'un repas par jour", a déclaré à Maputo le directeur du Haut commissariat aux Réfugiés (HCR) pour l'Afrique australe, Valentin Tapsoba, de retour d'une mission dans le nord du pays.

Outre les déplacés, qui furent les attaques des groupes jihadistes, il a insisté sur la nécessité de venir aussi en aide aux familles qui les hébergent et les reçoivent, soit un total de

quelque 720.000 personnes en difficulté, selon son estimation. "Nous avons absolument besoin que la communauté internationale agisse, et agisse maintenant.

Nous ne devons pas attendre", a affirmé M. Tapsoba.

ajoutant que l'ONU relève que de nombreuses zones accueillant des personnes déplacées vont être inondées pendant la prochaine saison des pluies. Au total, 570.000 personnes ont fui les violences dans le nord du pays, a précisé mercredi le président mozambicain, Filipe Nyusi.

Le conflit a fait 2.400 morts, dont plus de la moitié de civils, selon l'ONG ACLED, qui répertorie aussi plus de 700 attaques depuis octobre 2017.

GRÈCE - MIGRATION

Une Somalienne noyée et un Afghan disparu au large de l'île de Lesbos

Une Somalienne a été retrouvée noyée au large de l'île grecque de Lesbos après être tombée de l'embarcation où elle se trouvait avec une vingtaine d'autres migrants tandis qu'un Afghan est porté disparu, ont annoncé vendredi les garde-côtes grecs.

L'incident est survenu vendredi matin lorsque plusieurs migrants sont tombés de leur canot en pleine mer alors qu'ils naviguaient depuis les côtes turques pour rejoindre l'île de Lesbos dans une mer agitée.

24 personnes ont été secourues par les garde-côtes grecs mais un Afghan

était toujours porté disparu vendredi en fin d'après-midi. Lesbos, en mer Egée est, avec d'autres îles grecques proches des côtes occidentales de la Turquie voisine, l'une des principales portes d'entrée de migrants en Europe. Mais en raison de forts vents, surtout en hiver, et des embarcations de fortune surchargées qui sont utilisées par les passeurs, de nombreux naufrages ont lieu.

Début décembre, un naufrage avait causé la disparition de deux migrants et, début novembre, le corps d'un garçon de six ans avait été découvert près de l'île de Samos.

NIGERIA

La fièvre de Lassa fait 80 morts à Ondo

La fièvre de Lassa a coûté la vie cette année à 80 personnes dans l'Etat d'Ondo dans le nord du Nigeria, indique vendredi un responsable de santé, Gibayo Adiyé. Le responsable a indiqué dans un communiqué que la fièvre de Lassa est devenue plus dangereuse que le coronavirus (Covid-19) au Nigeria. Adiyé a fait savoir que le nombre des décès dus à la fièvre de Lassa dans l'Etat atteignait plus de 80 cas, contre 41 décès dus au coronavirus. Il est à noter que la fièvre Lassa a tué près de 300 personnes dans 29 Etats nigériens de janvier à décembre. L'année dernière, 129 personnes sont décédées des suites de la fièvre, qui se propage, dans le pays, durant les mois de mai et de novembre caractérisés par la sécheresse. Les autorités nigérianes ont déclaré l'état d'urgence, en 2019, en raison de la propagation de

la fièvre de Lassa, qui touche également d'autres pays africains tels que le Togo, le Libéria, le Ghana, le Mali et la Sierra Leone. La fièvre de Lassa est une fièvre hémorragique virale causée par une infection par le virus de Lassa, et on lui a attribué le nom de la ville de l'Etat de Borno au Nigeria, Lassa, en 1969. Il fait partie de la famille Arenavirus, comme le virus Ebola. L'infection est propagée par le contact avec un rongeur péri-domestique, "Mastomys natalensis", un animal originaire de l'Afrique subsaharienne. Un grand nombre de ces rongeurs vivent à proximité, voire à l'intérieur, des habitations dans les zones d'endémie. Les autorités recommandent, en effet, aux citoyens de maintenir l'hygiène et d'éviter tout contact avec les souris et autres rongeurs.

LUTTE CONTRE LE COVID-19 Des générateurs d'ozone développés par des chercheurs algériens (Soremep)

La Société d'études et réalisations métalloplastiques (SOREMEP), filiale du groupe ELEC El Djazair, compte lancer prochainement la fabrication de générateurs d'ozone développés par un groupe de chercheurs algériens, a appris l'APS auprès de cette entreprise publique.

Il s'agit d'un appareil utilisé pour la désinfection des espaces (véhicules, hôpitaux, écoles, stations de transports...) contre les virus, bactéries, champignons et mauvaises odeurs, et qui ne nécessite aucun intrant puisque il se base sur une technique permettant la transformation de l'oxygène de l'air ambiant en ozone.

Après essai et lancement d'une présérie de ce nouveau type d'équipements, les produits fabriqués ont été contrôlés concluants, selon le PDG de l'entreprise, Abdelkader Zazoua, indiquant que des quantités ont été déjà vendues à la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach, alors que SOREMEP vient de recevoir d'autres commandes, de la part de cliniques et des mosquées principalement.

La fabrication sera lancée, ainsi, à partir de janvier prochain, avec une capacité de production de 2.000 appareils, précise M. Zazaou soulignant que les boîtiers sont fabriqués par la société elle-même tandis que les autres composants seront assurés par des fournisseurs algériens et étrangers. La société proposera trois modèles de générateurs selon le volume de l'espace à désinfecter: 15 G (surface d'environ 30 m²), 30 G (surface d'environ 60 m²) et 60G (surface d'environ 150 m²), selon le premier responsable de cette entreprise basée à Tlemcen. Ce nouvel équipement est le fruit d'un partenariat engagé en avril dernier avec le laboratoire de recherche de l'université de Sidi Bel Abbès qui a développé ce modèle algérien, dans le cadre du Reverse engineering (ingénierie inverse qui consiste à déterminer la méthode de fabrication d'un appareil qui existe déjà).

D'autres projets d'appareils sont actuellement en cours de maturation en interne ou en collaboration avec des universités algériennes, en vue de leur industrialisation en temps opportun, note le PDG soulignant que "les portes de SOREMEP restent toujours grand ouvertes aux chercheurs, inventeurs et innovateurs algériens".

Un détecteur de température innovant sera exporté vers la France

La société envisage, par ailleurs, de lancer la production d'un nouvel appareil innovant permettant la détection de température à distance et la désinfection automatique des mains avec reconnaissance faciale.

Cet appareil a été mis au point en partenariat avec une société portugaise qui détient le concept et qui s'est intéressée par les installations et les capacités de production de SOREMEP pour la fabrication et la commercialisation de ce produit localement et à l'export où les marchés sont "très demandeurs". Cinq unités ont été déjà fabriquées dont un appareil qui est mis à l'entrée du Consulat d'Algérie à Marseille. "Le feed-back est extraordinaire", affirme M. Zazoua.

La commande des composants est en cours et la fabrication en série de ces appareils est prévue à partir de mi-janvier 2021, avec une capacité de 2.000 appareils par mois.

Ne disposant pas de laboratoires d'homologation en Algérie, des échantillons de ces appareils seront acheminés avant la fin décembre vers un laboratoire français pour une certification "CE", ce qui permettra de placer ce produit en Europe.

D'ailleurs, la société a conclu un contrat d'exportation vers le marché français d'un montant de 1,5 million d'euros, d'après le PDG.

Cet appareil se place à l'entrée de tout espace à grande fréquentation pour permettre de prendre la température de manière précise et de diffuser une dose de gel hydro alcoolique pour la désinfection des mains. En cas de mesure hors tolérance, une alarme sonore retentit pour alerter l'agent de sécurité et un signal peut être exploité pour déclencher un autre signal ou une fermeture de porte.

En sus, le dispositif de reconnaissance faciale enregistre toutes les données de la personne (photo, température, date et heure), avec une option permettant de détecter le port de bavette. L'appareil peut donc être utilisé pour le contrôle de présence et sa base de données peut être transférée à la demande ou en permanence vers un ordinateur pour le traitement en temps réel.

C O R O N A V I R U S 410 nouveaux cas, 382 guérisons et 12 décès

Quatre cent dix (410) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 382 guérisons et 12 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, samedi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.



PRÉVENTION DU CORONAVIRUS L'application des mesures barrières reste nécessaire (Dr Fourar)

Le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar, a insisté sur la nécessité de continuer à appliquer les mesures barrières face à la Covid-19 qui "sévit toujours" malgré le recul du nombre de cas.

Dans une déclaration à l'APS, Dr Fourar, également directeur général de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, a prévenu que même si le pic a été atteint en novembre et que nous observons, ces dernières semaines, un recul relatif du nombre de cas, passé sous la barre des 500 par jour, "il faut continuer à respecter les mesures barrières et ne pas céder au relâchement car le virus sévit toujours". Concernant l'occupation des lits dans les hôpitaux, le responsable a fait savoir que 5.000 lits étaient actuellement occupés contre 12.000 en juillet.

Quant au nombre de décès, nous déplorons ces

derniers jours entre 8 et 9 décès par jour contre 20 décès par jour en novembre, a-t-il ajouté.

Selon lui, cette tendance à la baisse a permis d'alléger la pression à laquelle étaient soumis les hôpitaux et les personnels de santé depuis l'apparition de l'épidémie. Cette baisse a été rendue possible grâce aux mesures de confinement mises en œuvre, d'une part, et à la prise de conscience de nombreux citoyens de l'importance du respect des mesures barrières, d'autre part, a-t-il estimé, insistant sur la nécessité de "continuer à appliquer ces mesures afin d'éviter une nouvelle vague comme c'est le cas dans certains pays européens". De son côté, le chef de service Covid-19 au CHU Mustapha Pacha, Pr.

Kamel Hayel a fait savoir que durant la première vague de la pandémie et l'apparition du virus en Algérie, l'hôpital accueillait près de 400 personnes/jour, dont 200 cas positifs diagnostiqués

via les tests de scanner. Durant la deuxième vague, ajoute-t-il, il a été constaté une forte affluente des personnes âgées sur les consultations médicales par rapport à d'autres franges de la société qui évitent de faire un diagnostic en raison de l'absence des symptômes, souvent minimes".

Il a en outre imputé l'augmentation des cas en novembre à la rentrée sociale et l'ouverture des activités commerciales et économiques, en sus du non-respect des mesures préventives, ce qui a conduit à une transmission de contamination, notamment parmi les personnes âgées, soulignant la baisse des cas admis au niveau du service durant les derniers jours (25-30 consultations par jour).

Il a par ailleurs appelé à la nécessité de faire preuve de vigilance, car le virus "n'est pas disparu et il se peut qu'il y ait une troisième vague, à l'instar d'autres pays européens".

Pour sa part, le chef de

service du laboratoire des analyses biologiques à l'Établissement public hospitalier (EPH) de Rouiba, Pr. Kamel Djnouhat a précisé que le taux d'occupation de lits s'est réduit de moitié durant les derniers jours après le recul des cas en décembre, imputant cette diminution à "l'application stricte des mesures préventives par les pouvoirs publics, d'une part, et la prise de conscience par les franges de la société".

Les mesures de reconduction de la suspension du transport inter-wilayas a également contribué à "freiner la contagion", a-t-il affirmé, rappelant à titre d'exemple l'hôpital de Rouiba qui a accueilli durant les derniers jours 10 cas par jour contre 90 par le passé. D'autre part, M. Djnouhat a mis l'accent sur la nécessité de comptabiliser les analyses antérieures, adoptées dernièrement, avec les résultats des tests PCR, afin de connaître le nombre réel des cas positifs enregistrés quotidiennement.

ORAN Stabilisation de la situation de l'épidémie Covid-19

La situation de la Covid-19 à Oran connaît une stabilisation depuis début décembre courant passant de 250 à 60 consultations par jour au niveau des cinq unités Covid que compte la wilaya, a indiqué jeudi le wali d'Oran Messaoud Djari. Animant une conférence de presse sur l'état des lieux de certains secteurs dont celui de la prise en charge de la Covid-19, M. Djari a rassuré sur la situation actuelle, soulignant que le nombre des consultations "a considérablement baissé". "Les conditions de travail dans les unités Covid qui connaissaient une grande pression se sont améliorées en raison de cette baisse et les équipes médicales ont retrouvé un rythme de travail acceptable", a estimé le wali. S'agissant des moyens de stockage et de transport du vaccin contre la



Covid-19, Messaoud Djari a affirmé que la wilaya d'Oran dispose des moyens nécessaires dont les chambres froides avec une température de -70 et inférieures et des glacières à gaz carbonique. Le wali a, par ailleurs,

rappelé que les services de santé ont mobilisé tous les moyens pour assurer la prise en charge des malades de la Covid, à savoir cinq unités avec 726 lits et 69 lits de réanimation.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 1.675.362 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 1.675.362 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi samedi à partir de sources officielles.

Plus de 75.611.670 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 48.148.100 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Sur la journée de vendredi, 12.444 nouveaux décès et 689.382 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 2.710



nouveaux morts, le Brésil (823) et le Mexique (762).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 313.660 décès pour 17.465.147 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins 6.298.082

personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 185.650 morts et 7.162.978 cas, l'Inde avec 145.136 morts (10.004.599 cas), le Mexique avec 117.249 morts (1.301.546 cas), et

l'Italie avec 67.894 morts (1.921.778 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 159 décès pour 100.000 habitants, suivie par l'Italie (112), le Pérou (112), la Slovaquie (109), la Bosnie (109).

L'Europe totalisait samedi à 11h00 GMT 510.334 décès pour 23.543.754 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 482.064 décès (14.514.536 cas), les Etats-Unis et le Canada 327.652 décès (17.957.855 cas), l'Asie 209.542 décès (13.347.521 cas), le Moyen-Orient 86.496 décès (3.746.013 cas), l'Afrique 58.331 décès (2.471.350 cas), et l'Océanie 943 décès (30.648 cas).

ETATS-UNIS

Encore plus de 3.000 morts en un jour (Johns Hopkins)

Les Etats-Unis ont de nouveau enregistré jeudi un bilan très lourd avec plus de 3.200 morts et presque 250.000 nouveaux cas de coronavirus en un jour, selon les chiffres de l'université Johns Hopkins, qui font référence.

Le pays est actuellement confronté à un rebond spectaculaire de l'épidémie, qui n'est jamais vraiment retombée aux Etats-Unis depuis mars.

Sur les 15 derniers jours, la barre des 200.000 cas quotidiens a été dépassée 12 fois. Jeudi, 3.249 décès et 247.544 nouvelles infections ont été précisément enregistrés, selon des chiffres de l'université, actualisés en continu. C'est la quatrième fois en 10 jours que les Etats-Unis franchissent la barre des 3.000 morts quotidiens. La veille, les Etats-Unis avaient atteint un double record, avec plus de 3.700 morts et plus de 250.000 cas.

Le bilan total est de plus de 310.000 décès. Les responsables sanitaires redoutaient cette flambée à la suite de la grande fête familiale de Thanksgiving, le 26 novembre, quand des millions d'Américains avaient voyagé pour rejoindre leurs proches.

Les experts redoutent que la situation n'empire encore à l'occasion des fêtes de fin d'année. L'immense campagne de vaccination qui a été lancée lundi aux Etats-Unis, avec les premières injections du remède de Pfizer/BioNTech, ne permettra pas d'endiguer la poussée actuelle, ont-ils prévenu, car il faudra plusieurs mois avant qu'une partie suffisamment importante de la population soit immunisée. Jeudi, un comité d'experts a recommandé l'autorisation en urgence du vaccin de la société Moderna, ouvrant la voie à l'expédition de doses dès ce week-end.

Les experts redoutent que la situation n'empire encore à l'occasion des fêtes de fin d'année. L'immense campagne de vaccination qui a été lancée lundi aux Etats-Unis, avec les premières injections du remède de Pfizer/BioNTech, ne permettra pas d'endiguer la poussée actuelle, ont-ils prévenu, car il faudra plusieurs mois avant qu'une partie suffisamment importante de la population soit immunisée. Jeudi, un comité d'experts a recommandé l'autorisation en urgence du vaccin de la société Moderna, ouvrant la voie à l'expédition de doses dès ce week-end.

FRANCE

Plus de 60.000 morts depuis le début de l'épidémie

Le nombre de morts causées par l'épidémie de coronavirus en France depuis mars a franchi la barre des 60.000, le bilan s'élevant à 60.229 personnes, selon des chiffres de Santé publique France publiés vendredi.

Les autorités sanitaires françaises s'inquiètent depuis plusieurs jours d'une reprise "préoccupante" de l'épidémie, à la veille des fêtes de fin d'année. "Nous sommes vraiment sur une augmentation de la circulation du virus, une reprise de l'épidémie", a indiqué Sophie Vaux, épidémiologiste à Santé publique France, au cours d'un point de presse en ligne. Vendredi, Santé publique France a fait état de 15.674 personnes testées positives sur 24 heures, contre 18.254 la veille.

Mais les autorités sanitaires s'inquiètent d'un nouvel afflux

de malades à la suite de la période des fêtes, malgré l'imposition d'un couvre-feu et l'appel pressant des autorités à limiter les réunions familiales. La France, qui était déjà "à un niveau préoccupant en termes de nouveaux cas, de charge hospitalière", se trouve "à la veille de deux semaines particulières, qui sont des semaines de congés, de retrouvailles, de rencontres", a souligné vendredi Laëtitia Huiart, directrice scientifique de l'agence de santé publique, lors de son point de presse.

Le président français Emmanuel Macron a été testé positif au Covid-19. Assurant "aller bien" dans une vidéo, malgré quelques symptômes (fatigue, maux de tête, toux), il a appelé les Français à la vigilance face à un virus qui "repart encore plus fort".

OMS

Une équipe de chercheurs compte se rendre à Wuhan à la recherche de l'origine du Covid

L'équipe internationale de l'OMS chargée d'enquêter sur l'origine du virus ayant provoqué la pandémie se rendra dans la région chinoise de Wuhan, berceau de l'épidémie, à assurer vendredi un responsable de l'agence.

En milieu de semaine, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait indiqué que cette mission internationale se rendrait en Chine en janvier, sans toutefois donner plus de détails sur les lieux qu'ils visiteront ni sur la date de leur arrivée.

"L'équipe ira à Wuhan, c'est l'objectif de la mission", a déclaré cette fois le responsable des situations d'urgence sanitaire à l'OMS, Michael Ryan, en conférence de presse.

"Nous n'avons pas encore de date de

départ car nous organisons la logistique des visas et des vols, mais nous nous attendons à ce que l'équipe parte la première semaine de janvier", a-t-il précisé. Il a également indiqué que les experts seront placés en quarantaine à leur arrivée, et passeront par Pékin, par "courtoisie" envers la Chine. "Mais l'objectif de cette mission est d'aller où les premiers cas humains ont été détectés", a-t-il insisté.

Les scientifiques pensent en général que l'hôte originel du virus est une chauve-souris, mais on ne connaît pas l'animal intermédiaire qui a permis la contamination humaine.

La mission de l'OMS est composée de dix scientifiques (Danemark, Royaume-Uni, Pays-Bas, Australie, Russie,

Vietnam, Allemagne, Etats-Unis, Qatar et Japon) reconnus dans leurs différents domaines de compétence, et a pour mission de remonter aux origines du virus et de savoir comment il s'est transmis à l'homme.

"L'équipe est une équipe de l'OMS, c'est une équipe d'experts internationaux de renommée internationale. Nous travaillerons avec nos collègues chinois, ils ne seront pas, comme vous le dites, supervisés par des fonctionnaires chinois", a répondu M. Bryan, en réponse à la question d'un journaliste. Si cette mission ne s'est pas encore rendue sur place, les experts ont en revanche pu se réunir par visioconférence à plusieurs reprises, depuis fin octobre, avec leurs homologues chinois.

ITALIE

Tout le pays confiné entre le 21 décembre et le 6 janvier

Le Premier ministre de l'Italie, un des pays les plus affectés par la pandémie de coronavirus, a annoncé vendredi soir un confinement pour les fêtes de fin d'année du 21 décembre au 6 janvier.

Pendant cette période, les commerces, débits de boisson et restaurants seront fermés, il sera interdit de voyager d'une région à une autre et une seule sortie par foyer et par jour sera en principe autorisée, a déclaré le chef du gouvernement Giuseppe Conte à l'issue du conseil des ministres.

VACCINS

Premières livraisons de vaccins aux pays défavorisés au 1^{er} trimestre 2021 (OMS)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Alliance pour les vaccins (Gavi) ont annoncé vendredi que les premières livraisons de vaccins anti-Covid-19 aux pays défavorisés se feront au premier trimestre 2021.

Le mécanisme Covax (Covid-19 Vaccine Global Access, accès mondial au vaccin contre le Covid-19) mis en place par l'OMS et ses partenaires "a obtenu près de deux milliards" de doses jusqu'à présent, a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors d'une conférence de presse.

Cette annonce intervient alors que plusieurs pays ont lancé ces derniers jours leurs programmes de vaccination contre le coronavirus, comme aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

L'OMS s'est elle-même fixée comme objectif de disposer de 2 milliards de doses de vaccins d'ici la fin de 2021, dans le cadre du mécanisme Covax, auquel participent actuellement 190 pays, dont 92 à revenu faible et intermédiaire.

Dans un communiqué, l'OMS et Gavi ont indiqué qu'il était désormais possible de "planifier les premières livraisons de vaccins au cours du premier trimestre 2021, la première tranche de doses - suffisante pour protéger les travailleurs de la santé et des services sociaux - étant livrée au cours du premier semestre 2021 à toutes les économies participantes (au mécanisme Covax, ndlr) qui ont demandé des doses dans ce délai".

D'autres livraisons de doses à tous les participants suivront au cours du second semestre de 2021, l'objectif étant de fournir des doses pour jusqu'à 20% de la population des pays participants avant la fin de l'année, a précisé le communiqué.

"Les annonces d'aujourd'hui offrent la voie la plus claire à ce jour pour mettre fin à la phase aiguë de la pandémie en protégeant les populations les plus vulnérables dans le monde entier", a relevé le communiqué.

Et des doses supplémentaires permettant d'atteindre des niveaux de couverture plus élevés seront disponibles en 2022.

Les organisations partenaires soulignent que toutes ces livraisons de vaccins dépendent de plusieurs facteurs, tels que les approbations réglementaires et l'état de préparation des pays.

L'OMS a indiqué vendredi avoir signé un accord avec le géant pharmaceutique américain Johnson & Johnson portant sur 500 millions de doses du candidat-vaccin Janssen, qui n'a pas encore été autorisé.

L'OMS mène par ailleurs des discussions avec Pfizer dont le vaccin a été autorisé par plusieurs pays, dont le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Celui de Moderna, avec qui des discussions sont également en cours, est en passe de l'être aux Etats-Unis. "L'arrivée des vaccins nous donne à voir la lumière au bout du tunnel", a souligné M. Tedros.

"Mais nous ne mettrons véritablement fin à la pandémie que si nous y mettons fin partout en même temps, ce qui signifie qu'il est essentiel de vacciner certaines personnes dans tous les pays, plutôt que toutes les personnes dans certains pays", a-t-il ajouté.

ANTI-ÂGE 9 ASTUCES POUR RESTER JEUNE

Pour minimiser les effets du temps qui passe, on commence souvent par choisir un soin adapté qui agit sur le teint, les rides ou la perte de fermeté. Mais l'hygiène de vie a aussi son importance. Les conseils du Dr Jean-Loup Dervaux, auteur de *La fatigue des seniors* (éditions Dangles).

80 % des signes du vieillissement sont liés aux attaques externes (pollution, UV, stress, mode de vie...) qui provoquent un stress oxydatif, responsable du vieillissement prématuré des cellules de la peau. Un bon soin de jour doit donc protéger de ce stress en contenant des antioxydants.

COMMENT BIEN CHOISIR SON SOIN DE JOUR ANTI-ÂGE ?
Diminuer les rides, améliorer la fermeté et la densité de la peau, redonner de l'éclat au teint. Les soins anti-âge combinent des actifs qui souvent agissent sur plusieurs de ces cibles en même temps (booster la formation de collagène, d'acide hyaluronique, remettre les cellules du derme en action, empêcher la formation de taches...) et sur plusieurs couches de la peau (couche cornée, épiderme, derme).

C'est le cas par exemple du rétinol, de la vitamine C, de l'acide hyaluronique de bas poids moléculaire ou des acides de fruits. On trouve aussi nombre d'extraits de plantes (immortelle, centella asiatica...) ou d'algues. Et enfin, une grande famille d'actifs, les peptides. Ces molécules constituées de plusieurs acides aminés agissent par mimétisme et se fixent sur certains récepteurs des cellules. Ils coordonnent donc de nombreux processus biologiques, en aidant la peau à se régénérer elle-même. Il doit hydrater. C'est la fonction première de tout soin : maintenir une bonne hydratation de la peau, empêcher sa perte insensible en eau en préservant une bonne fonction barrière. De plus, les premières rides sont souvent des rides de déshydratation. C'est pourquoi tout soin contient au minimum de la glycérine, souvent de l'acide hyaluronique à haut poids moléculaire (qui hydrate et repulpe les couches supérieures de la peau), des sucres ou glycols qui piègent l'eau, et des huiles végétales riches en oméga 3 et 6 qui reconstituent la couche cornée. Il doit protéger. Les vitamines C et E, le rétinol et le coenzyme Q10 sont les protecteurs les plus connus, ainsi que des extraits naturels riches en polyphénols comme le thé vert, l'acai, la grenade, le raisin... Pour une efficacité



optimale, il est préférable que la formule contienne plusieurs antioxydants afin de lutter contre les différentes familles de radicaux libres.

BIO OU PAS BIO ?

Aujourd'hui, l'un des critères de choix essentiel est : bio ou pas bio ? Le découpage des gammes par âge s'est estompé au profit de la préoccupation majeure : antirides, antitaches, fermeté, éclat... Sachant que certains soins globaux traitent l'ensemble des problématiques. On a généralement des marques un peu "chouchoutes" dont on aime la philosophie ou parce que l'on a déjà testé un produit que l'on a apprécié. Enfin, c'est l'odeur, la texture qui nous guident. Et le choix des ingrédients inclus ou au contraire exclus (silicones, parabènes...).

1/9 - Soyez heureux

En 1761 déjà, Voltaire écrivait : "J'ai décidé d'être heureux parce que c'est bon pour la santé". Les émotions positives sont désormais reconnues par les neurosciences comme un facteur de bien-être et de longévité. Les personnes optimistes sont moins malades que les pessimistes. Alors, arrêtez d'être négatifs. Plutôt que de focaliser sur les contrariétés, apprenons à voir les belles choses. Et pourquoi ne

pas se laisser aller au plaisir de la musicothérapie exemple ?

2/9 - Consommez des oligo-éléments

Notre alimentation riche en calories est souvent trop raffinée, donc carencée en oligoéléments. D'où l'intérêt des compléments alimentaires. Le sélénium intervient dans la synthèse du collagène, la désintoxication de l'organisme, la prévention du cancer et la régulation de l'humeur. "Le manganèse-cobalt est conseillé aux personnes âgées et le cuivre-or-sargent aide à lutter contre la fatigue, la déprime et les infections à répétition (4 prises par semaine de chaque, pendant plusieurs mois)", précise le Dr Dervaux.

3/9 - Misez sur la glutamine

Cet acide aminé est un composant des muscles qui améliore l'endurance et l'immunité. "D'où l'intérêt d'une petite cure de temps en temps quand on prend de l'âge (l'équivalent de 2 g par jour, en gélules)", estime le Dr Dervaux.

4/9 - Calmez votre mental

"Une foule d'études ont confirmé les effets négatifs du stress sur le vieillissement de l'organisme et les défenses immunitaires", souligne le Dr Dervaux, auteur de *La fatigue des seniors*. Comment s'en libérer

et y échapper. Des techniques telles que la sophrologie, la relaxation ou la cohérence cardiaque aident à limiter cet impact. Quand notre vie est prise dans un tourbillon difficile à maîtriser, comme c'est le cas en ces temps de pandémie, il est temps de s'y initier.

5/9 - Découvrez la moxibustion
Antistress, l'acupuncture renforce les énergies déclinantes, notamment grâce aux moxas, de petits cônes qui chauffent les points d'acupuncture. La moxibustion est, entre autres, efficace pour soulager les douleurs articulaires.

6/9 - Pratiquez un sport d'endurance

Course à pied, bicyclette (sur un vélo d'appartement en ce moment), marche rapide, au moins 30 minutes d'affilée, 3 fois par semaine : c'est le rythme idéal. Le sport entretient le cœur et la respiration, mais il stimule aussi la production de l'hormone de croissance anti-âge et booste le cerveau. L'oxygénation - qui diminue la production de radicaux libres, et donc les rides ! - est évidemment meilleure en plein air. Choisissez une activité dont on a vraiment envie, facile à intégrer dans son emploi du temps. Enfin, il faut rester capable de tenir une conversation durant l'effort. Et pendant le

confinement, découvrez 4 exercices pour rester tonique.

7/9 - Prenez de la vitamine D

Les UV sont indispensables à la synthèse de la vitamine D, qui nous assure des os, un moral et des défenses solides. Environ 15 minutes d'exposition quotidienne, bras et jambes nus, sont recommandées. Mais dans les départements les moins ensoleillés et après 60 ans, une supplémentation en vitamine D est souvent nécessaire.

8/9 - Misez sur le pollen et produits de la ruche

Le pollen lutte contre les radicaux libres et l'inflammation, la propolis agit comme un antibiotique naturel et la gelée royale regorge d'oligoéléments et de vitamines. En petites cures de 2 ou 3 semaines, ils donnent un sacré coup de fouet ! Découvrez aussi tous les bienfaits de la propolis pour la peau et le cuir chevelu.

9/9 - Abandonnez les mauvaises habitudes qui font du mal

Tabac, excès d'alcool ou de sucre, tranquillisants... Quand les "pêchés mignons" virent à la dépendance, psychothérapie, hypnose, acupunctothérapie peuvent aider à s'en débarrasser. Découvrez ici comment arrêter de fumer avec l'acupuncture.

Anti-âge : la piste d'une protéine pour empêcher la peau de vieillir

Les scientifiques ont identifié une protéine clé dans le mécanisme du vieillissement de la peau. Elle permettrait de la garder jeune, en aidant les cellules fortes de l'épiderme à chasser les plus faibles.

Les scientifiques auraient-ils trouvé la fontaine de jeunesse, symbole du perpétuel rajeunissement ? Ils en sont encore loin. Mais ils révèlent de jour en jour les mécanismes du vieillissement de la peau, permettant de développer des traitements et cosmétiques de plus en plus efficaces. Dans une étude, publiée dans la revue *Nature* ce mercredi 3 avril et relayée par l'AFP, les professeurs Ganna Bilosova et James DeGregori de l'Université du Colorado (États-Unis) décrivent le potentiel d'une protéine, la COL7A1. Elle jouerait un rôle clé dans le maintien de l'épiderme.

Des chercheurs de l'Université de médecine de Tokyo (Japon) ont en effet découvert que cette molécule encourage un phénomène, appelé comoligandine. Il s'agit d'un processus permettant aux cellules plus fortes d'avoir l'ascendant sur les plus faibles. Seulement, avec l'âge, les rayons UV, les agressions de la peau, la protéine s'épuise dans l'organisme. Les cellules plus faibles prennent le pas. La peau devient plus fine, plus fragile, et prend plus de temps à cicatriser.

EMPECHER L'ÉPUISEMENT DE LA COL7A1

Les scientifiques ont réalisé leurs expériences sur, car elles présentent des caractéristiques communes avec l'épiderme humain. Une fois l'importance de la COL7A1 révélée, ils ont cherché un moyen de la stimuler. L'objectif ? Empêcher son épuisement, et donc, en théorie, freiner la dégradation de la peau. Ils ont finalement réussi à identifier deux composés chimiques, le Y27632 et l'Apocynine, qui ont permis d'induire à nouveau l'expression de la protéine. Et ainsi, d'améliorer avec succès la capacité des cellules souches de la peau à se régénérer.

« Les deux produits chimiques améliorent la cicatrisation des plaies dans la peau de la queue de souris, fournissent une démonstration de principe du potentiel thérapeutique de cette nouvelle classe de médicaments », notent les chercheurs dans leur étude. Jusqu'à maintenant, la compétition cellulaire avait essentiellement été étudiée chez des mouches. « D'autres études sont nécessaires pour déterminer les mécanismes de la concurrence cellulaire dans d'autres tissus, et pour identifier des composés capables d'inverser le vieillissement dans d'autres organes », concluent-ils.

LES BIENFAITS DES PROBIOTIQUES POUR LA PEAU

Présents dans les yaourts, dans les compléments alimentaires... ils s'invitent désormais dans les cosmétiques ! Les pré-, pro- et postbiotiques, aussi appelés synbiotiques, sont les derniers actifs qui promettent une peau en bonne santé. Comment agissent-ils et quel est leur intérêt ?

Pré-, pro- ou postbiotiques, à quoi cela correspond-il ? « Les prébiotiques sont des sucres complexes (comme l'inuline ou le jus de yacon) tirés des fruits et légumes, qui alimentent les bonnes bactéries présentes sur la peau et leur permettent de rééquilibrer le micro-biome (environnement de la flore cutanée), explique Marie Drago, docteur en pharmacie et créatrice de la marque Gallinée. Les postbiotiques (acide lactique, oméga-3 et 6...), eux, sont produits par les probiotiques et constituent un milieu bénéfique pour leur développement. »

Quant à ceux que l'on trouve dans les cosmétiques, « ce sont des extraits de probiotiques (ou micro-organismes) intestinaux, qui agissent sur les bonnes bactéries de la peau », précise Michel Bobbot, fondateur de Synbionyme. Car, pour l'instant, seuls les effets de ces probiotiques (lactobacilles, bifidus...) ont été étudiés et ont montré une action bénéfique, en particulier sur l'inflammation cutanée.

À QUOI SERT LE MICROBIOTE ?

Composé de plusieurs milliards de micro-organismes, le microbiote (ou flore) cutanée(e) protège des agressions extérieures. Lorsque des bactéries pathogènes tentent de s'installer, les probiotiques de la peau, qui sont des organismes microscopiques vivants (levures, virus, bactéries...), produisent des substances toxiques pour les détruire. Si les bactéries parviennent quand même à s'installer, elles déséquilibrent le microbiote et la peau présente des signes d'inflammation (rougeurs, irritations, sécheresse), mais aussi des pathologies comme l'eczéma ou l'acné. C'est pour maintenir un bon équilibre cutané que des pro-, pré- et postbiotiques sont intégrés dans certains cosmétiques.

LES PROBIOTIQUES PRÉSERVENT LA JEUNESSE

Les probiotiques sont avant tout anti-inflammatoires. Ils renforcent le système immunitaire et la fonction barrière de la peau. Or, on sait que l'une des raisons du vieillissement prématuré est l'"inflamm'aging", cet état inflammatoire chronique et silencieux des cellules, lié à notre mode de vie, à la pollution... Certains marques ont vite compris l'intérêt de ces actifs : Estée Lauder a ainsi incorporé des probiotiques (lactobacilles et bifidus) dans ses soins Advanced Night Repair. Il y a déjà plusieurs années. Ces derniers sont toujours associés à d'autres actifs comme l'acide hyaluronique ou des peptides à l'action ciblée anti-âge.

ILS FONT LA GUERRE AUX BOUBONS

Un sébum trop abondant et de mauvaise qualité entraîne une inflammation causée par la bactérie *C. acnes*. Mais l'éczéma n'est pas seule responsable. C'est lorsque l'équilibre avec la bactérie staphylocoque épidermidis est rompu que



l'acné s'installe », explique le Pr Brigitte Dréno, dermatologue au CHU de Nantes. On peut donc améliorer l'efficacité des soins et éviter les récidives en associant des synbiotiques aux traitements traditionnels, car ils renforcent les capacités de cette bactérie. C'est le cas d'Effiaclac Duo de La Roche-Posay ou de Medacnyl de Synbionyme. La gamme (Im)perfection de Pulpe de Vie contient elle aussi un prébiotique, le Bioecolac rééquilibrant. « Au lieu de désinfecter la peau pour éliminer la bactérie *C. acnes*, il semble plus logique de favoriser les bonnes bactéries, qui vont la rééquilibrer », observe Marie Drago.

ILS RÉGULENT LES POUSSÈRES

Une étude parue dans *Nature* montre que la dermatite atopique (eczéma) est intimement liée au surdéveloppement du staphylocoque doré dans le microbiote. Pour le contraindre, certaines marques ont créé des complexes de pré- et postbiotiques sur mesure. Ainsi, chez Avene, l'Immodulia est un actif issu de la microflore présente dans l'eau thermale du même nom. Il est utilisé dans les soins Xeralac A.D. pour réguler la flore microbienne des peaux atopiques. Tout comme l'Acqua Posse Filiformis, qui provient d'une bactérie cultivée dans l'eau thermale de La Roche-Posay et que l'on trouve avec un prébiotique naturel dans le soin Lipikal AP.

ILS LIMITENT LES MAUVAISES ODEURS

Autre champ intéressant pour les probiotiques, les déodorants. En effet, l'odeur de transpiration est due au développement de bactéries qui dégradent le corps gras de la sueur lorsqu'elle-ci entre en contact du microbiote des aisselles. Pascale de Lomas, co-créatrice de Daydry, explique : « Nous avons développé un complexe de probiotiques et d'enzymes qui arrête la proli-

fération des bactéries et casse les molécules odorantes ». Sa façon tout à fait naturelle de gérer ce souci universel, sans avoir recours ni à des huiles essentielles ni à des sels d'aluminium.

1 Filir anti-âge

Trois prébiotiques (inuline, jus de yacon et alpha-glucan), deux probiotiques (lactobacillus et lacto-coccus) et un postbiotique (acide lactique) rééquilibrent la peau et luttent contre le stress oxydatif et la micro-inflammation.

2 Solo anti-acné

La Roche-Posay a ajouté un prébiotique cultivé dans son eau thermale aux actifs de sa référence phare anti-acné (céramides, niacinamide, zinc). Résultat, ce soin offre une efficacité anti-cicatrisation contre les boutons.

3 Déodorant naturel

Ce roll-on tire son efficacité anti-odeurs de ses actifs probiotiques (lactobacilles et saccaromyces). Sa formule est enrichie en hydrolyat de bambou protecteur et hydratant.

4 Baume spécial peaux atopiques

Dans ce soin appartenant à la cosmétique stérile, un prébiotique obtenu par biotechnologie, l'Immodulia est associé à l'eau thermale d'Avene apaisante et à des lipides qui restaurent la barrière cutanée.

5 Sérums protecteurs

Le complexe de synbiotiques de la marque (sueur extrait de graines de trigonelle, huile de graine de lin, extrait membranaire modifié de levure) et de l'acide hyaluronique sont au service d'une peau plus ferme et plus éclatante.

LA VITAMINE D AURAIT DES EFFETS ANTI-ÂGE

La vitamine D est indispensable pour le bon fonctionnement de l'organisme. Elle est notamment bénéfique pour les os. Mais elle aurait aussi des propriétés anti-âge contre les maladies liées au vieillissement.

La vitamine D est connue pour son action sur la croissance des os et l'absorption de calcium. Mais elle aurait aussi des bénéfices contre les effets de l'âge. Une étude parue dans *Cell Reports* a observé que l'apport de vitamine D chez les veaux nématodes allongait de 33% leur durée de vie. Cela évalue aussi le remplissage des protéines du à l'âge. Avec l'âge, les protéines perdent leur capacité à maintenir leur forme et leur fonction à cause de l'accumulation de protéines toxiques ou insolubles.

Ce processus est impliqué dans beaucoup de conditions liées à l'âge : maladies de Parkinson, d'Alzheimer, d'Huntington, diabète de type 2, ou encore maladies cardiovasculaires. Or, chez les veaux, la vitamine D évite l'insolubilité des protéines et prévient leur toxicité, causée par les beta amyloïdes, des éléments retrouvés chez les maladies d'Alzheimer.

Cette étude expliquerait également les liens trouvés précédemment entre vitamine D et cancers (prostate, sein et côlon), et d'autres affections comme l'obésité, les maladies cardiovasculaires et la dépression. Elle pourrait mener à des changements dans les recommandations en termes d'apport en vitamine D. Les experts ne sont actuellement pas d'accord

sur les doses conseillées et l'intérêt potentiel d'une supplémentation.

Si un trop grand absorption de cette vitamine peut causer des dégâts dans les vaisseaux sanguins et les reins, ses effets anti-âges pourraient amener les préconisations vers un apport supplémentaire. Le bénéfice serait particulièrement intéressant pour les personnes âgées qui sont moins susceptibles de passer du temps au soleil, et donc font moins bien la vitamine D.

D'autres études sont planifiées chez la souris pour étudier la manière dont la vitamine D affecte l'âge et les maladies. Les auteurs espèrent à terme lancer des essais cliniques sur l'homme.

PALESTINE

Des rapporteurs de l'ONU appellent à une enquête sur le meurtre de l'enfant palestinien Abou Alia

Deux rapporteurs de l'ONU ont appelé, jeudi, à une enquête impartiale et indépendante sur le meurtre de l'enfant palestinien, Ali Abou Alia, tué par balles israéliennes dans la ville de Ramallah en Cisjordanie occupée, au début du mois de décembre.

Selon un communiqué conjoint signé par le rapporteur spécial de l'ONU chargé de la situation des droits de l'Homme en Palestine, Michael Georg Link, et la rapporteuse spéciale de l'ONU chargée des exécutions arbitraires, Agnès Callamard, le meurtre de l'enfant Abou Alia par des tirs israéliens est considéré comme une grave violation du droit international.

"L'enfant Abou Alia a été tué par un fusil de précision "Ruger 0,22" à une distance de 100 à 150 mètres", d'après le communiqué.

Les deux rapporteurs ont souligné que rien n'indiquait que les forces d'occupation israéliennes étaient exposées à un danger de mort ou à de graves blessures, lorsqu'elles ont tiré sur l'enfant.

Ils ont également fait savoir qu'Abou Alia était le sixième enfant palestinien tué en Cisjordanie par les forces d'occupation israéliennes en 2020, avec des balles réelles.

Les deux rapporteurs



ont appelé à une "enquête impartiale et indépendante" sur le meurtre de l'enfant Abou Alia et ont exprimé leur "inquiétude face à l'impunité des Israéliens qui s'en prennent aux enfants ces dernières années".

Le ministère palestinien de la Santé a annoncé, le 4

décembre, le meurtre de l'enfant de 13 ans, Ali Aymann Nasr Abou Alia, qui avait succombé à ses blessures par balles israéliennes.

Nikolaï Mladenov, le coordinateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient, a appelé Israël à enquêter

sur le meurtre de l'enfant par l'armée israélienne, tout en qualifiant le meurtre d'effroyable. Depuis le début de l'année en cours, le mouvement mondial de Défense des enfants a signalé que 7 enfants âgés entre 13 et 17 ans ont été tués par des balles de l'armée israélienne.

CHINE - USA

La Chine tend la main à Biden, et met en garde contre un nouveau "maccarthysme"

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a assuré vendredi que Pékin était prêt à coopérer avec le président élu des Etats-Unis Joe Biden sur plusieurs priorités, mais a mis en garde Washington contre un "maccarthysme" anti-Chine.

Après des mois de confrontation directe avec le gouvernement du président sortant Donald Trump, il a dit espérer un retour au dialogue et à un climat de "confiance mutuelle" entre les deux premières puissances économiques mondiales après l'alternance du 20 janvier.

"Il est important que la politique américaine à l'égard de la Chine renoue dès que possible avec l'objectivité et la raison", a dit Wang Yi dans une intervention virtuelle devant l'Asia Society, un cercle de réflexion de New York. Il a assuré que la Chine estimait qu'il y avait une "possibilité de coopération" sur plusieurs priorités de la future administration Biden: la lutte contre la pandémie, la crise économique et le changement climatique.

"Nous espérons pouvoir élargir la coopération, et gérer nos divergences par le dialogue", a-t-il insisté. L'administration Trump a décrété ces derniers mois l'échec de décennies de dialogue avec Pékin, et s'est engagée dans un bras de fer tous azimuts. Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo, un faucon en première ligne dans cette confrontation aux allures de nouvelle guerre froide, a mis fin à des programmes culturels d'échanges financés par la Chine et a drastiquement durci les règles pour l'attribution de visas aux Chinois.

CUBA - ETATS UNIS

Cuba propose un dialogue à Washington

Le président Miguel Diaz-Canel a exprimé jeudi la disposition de Cuba à discuter "de n'importe quel sujet" avec les Etats-Unis, où Joe Biden doit succéder en janvier à Donald Trump.

"Comme cela a déjà été dit avec assez de clarté, nous sommes disposés à discuter de n'importe quel sujet.

Ce que nous ne sommes pas disposés à négocier, ce sur quoi nous ne céderons pas un centimètre, c'est la révolution, le socialisme et notre souveraineté", a déclaré M.

Diaz-Canel à l'issue de la session annuelle du Parlement cubain.

"Les principes ne seront jamais sur la table", a insisté le président cubain, qui parlait six ans jour pour jour après le rétablissement des relations entre La Havane et Washington.

Adversaires depuis la révolution menée par Fidel Castro en 1959, les Etats-Unis et Cuba ont opéré sous la direction des présidents Barack Obama et Raul Castro un rapprochement historique qui a permis en 2015 le rétablissement des relations diplomatiques.

Mais après l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche en 2017, les Etats-Unis ont durci l'embargo qu'ils imposent à Cuba depuis 1962, invoquant les violations des droits de l'homme à Cuba et le soutien de La Havane au gouvernement chaviste du Venezuela.

M. Diaz-Canel a souligné que 2020 "a été une année dure et exigeante comme peu d'autres", en raison de la pandémie de coronavirus et du renforcement du blocus par l'administration du président républicain Donald Trump.

Pendant la campagne pour l'élection présidentielle américaine du 3 novembre, le démocrate Joe Biden a annoncé que s'il était élu il procéderait rapidement à "l'élimination des restrictions de Trump sur les transferts d'argent et les voyages" qui nuisent aux Cubains et séparent les familles, dans une interview avec le média numérique d'opposition CiberCuba.

M. Diaz-Canel a affirmé jeudi que dans le contexte de la campagne électorale aux Etats-Unis, les milieux anticastroistes de Cubains installés en Floride avaient tenté de créer "une situation d'instabilité et de tensions" dans le but, selon lui, "de rendre impossible tout retour au dialogue (américano-cubain) en cas de victoire démocrate".

APS

YÉMEN

Le président annonce la formation d'un nouveau gouvernement

Le président du Yémen Abd Rabbou Mansour Hadi, a annoncé vendredi la formation du nouveau gouvernement dans le pays, dirigé par Moein Abdel Malik Said. L'agence de presse yéménite Saba, a rapporté qu'un décret présidentiel avait été publié stipulant la formation du gouvernement équilibrable entre le nord et le sud, conformément aux résultats du dialogue national global et de l'Accord de Riyadh signé le 5 novembre 2019. Le nouveau gouvernement se compose de 24 ministres. Ahmad

Awad Ben Moubarak a été nommé ministre des Affaires étrangères, le lieutenant général Muhammad Ali Ahmed Al-Maqdashi, ministre de la Défense, Ibrahim Ali Haydan, ministre de l'Intérieur et Mouammar al-Eryani ministre de l'information, de la culture et du Tourisme.

L'Envoyé spécial de l'ONU au Yémen, Martin Griffiths, a félicité le président yéménite et toutes les parties concernées par la mise en oeuvre de l'Accord de Riyadh, pour la formation du nouveau gouvernement.

Il y a une semaine, les forces gouvernementales et les forces du Conseil de "transition" ont entamé un retrait mutuel des lignes de contact, en application de la partie militaire de l'Accord de Riyadh signé entre les deux parties.

Le conflit au Yémen a fait plus de 230 000 morts et 80% de la population dépend de l'aide internationale pour survivre, selon les Nations unies qui considèrent la situation au Yémen comme la pire crise humanitaire au monde.

KARABAKH

L'accord de cessez-le-feu est "mis en œuvre de manière cohérente" (Poutine)

Le président russe Vladimir Poutine estimé vendredi que l'accord de cessez-le-feu au Karabagh est "mis en œuvre de manière cohérente".

"Les soldats de la paix russes font tout leur possible pour stabiliser la situation. Comme indiqué, la Russie joue un rôle de médiateur pour arrêter l'effusion de sang dans la région du Haut-Karabakh, pour parvenir à un cessez-le-feu complet et pour entamer le processus de stabilisation, a souligné le président russe lors d'une réunion

du Conseil des chefs d'Etat de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) tenue vendredi par visioconférence.

"Maintenant, après la fin de la guerre, nous évaluons l'étendue des dégâts. Les travaux de restauration vont bientôt commencer", a déclaré pour sa part le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev. "Ce travail a déjà commencé dans la pratique. Mais d'abord, avec la participation d'experts internationaux, nous évaluons les dommages causés au parc immobilier, aux

monuments historiques et culturels, ainsi qu'à l'environnement", a-t-il ajouté.

Aliyev a noté que "le processus des projets d'infrastructure avait également commencé", soulignant que "les premiers contrats de construction de routes et autres contrats d'infrastructure avaient déjà été signés".

"Je voudrais saisir cette occasion pour lancer un appel aux chefs d'Etat des pays avec lesquels mon pays entretient des relations amicales, afin que leurs entreprises puissent partici-

per activement à ces projets en tant que contractants", a fait savoir le président Azerbaïdjanais.

"Cependant, nous souhaitons que les entreprises des pays amis participent à la reconstruction de nos villes et villages. Qu'ils mettent également en œuvre ces projets et fassent preuve de solidarité, car nous allons sans aucun doute restaurer toutes les villes, nous donnerons un nouveau souffle au Karabagh et en faire l'une des régions les plus développées du monde", a-t-il ajouté.

PATRIMOINE

Des Journées consacrées au Couscous s'ouvrent à Alger

Des journées consacrées au Couscous dans ses différentes variantes ont été ouvertes jeudi à Alger, par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, suite à l'inscription, mercredi, du couscous des savoirs, savoir-faire et pratiques liés à sa production, au patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Unesco.

Organisées dans une ambiance festive au Palais de la Culture Moufidi-Zakaria, ces journées, ouvertes au public du 17 au 21 décembre dans le respect strict des mesures de prévention sanitaires, ont été placées sous l'intitulé, "Le couscous, mets des rencontres", à l'occasion de son inscription au patrimoine mondial de l'humanité au nom de l'Algérie, de la Tunisie, de la Mauritanie et du Maroc. De grands panneaux d'information expliquent aux visiteurs les différentes étapes de préparation du couscous, avec les ingrédients et ustensiles utilisés présentés en images. Une partie des différentes variantes du couscous algérien, notamment celles des ré-

gions d'Alger, Tipaza, Blida, Boumerdès, Tizi-Ouzou, Bejaia, Annaba, Mila et Boussaâda a été présentée. Une chorale féminine du village "Tizit" de la commune d'Illiltene de Tizi-Ouzou, dirigée par Nacéra Taleb Megdoula, a embelli l'espace de ces journées avec des pièces, entonnées à l'unisson, des regrettes, Taleb Rabah et Idir. La ministre de la Culture et des Arts Malika Bendouda



qui avait visité les différents stands de cette exposition a fait part de son "bonheur d'avoir fait aboutir auprès de l'Unesco, conjointement

avec la Tunisie, la Mauritanie et le Maroc, l'inscription de ce plat traditionnel, rite fédérateur et porteur de tout un mode de vie maghrébin".

PATRIMOINE - PRÉSERVATION

Lancement du classement du parc culturel de l'Ahaggar dans le patrimoine universel

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a fait état jeudi à Alger du lancement de l'opération de classement du parc culturel de l'Ahaggar de Tamanrasset dans le patrimoine universel matériel, et ce à la faveur de l'installation d'un groupe de travail chargé de la préparation de ce dossier. Répondant à une question du député Abdelhak Taleb Benabdallah du Parti des Jeunes (PJ), sur la préservation du patrimoine culturel et naturel du parc de l'Ahaggar, le deuxième plus grand parc culturel en Algérie en termes de superficie, lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), la ministre a précisé que son département a initié plusieurs projets à même de valoriser et de protéger la diversité de la nature et de la faune.

L'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) avait admis, en septembre, d'inclure le réseau des parcs culturels, y compris l'Ahaggar dans le patrimoine universel, a-t-elle indiqué.

A une autre question du même député concernant l'équipement des agents de contrôle des sites archéologiques en moyens techniques et l'aug-

mentation du budget, la ministre a précisé que le parc de l'Ahaggar est sécurisé, indiquant que l'amendement du projet du patrimoine 98-04 permet de renforcer la protection et les sanctions relatives au patrimoine.

Mme Bendouda a fait savoir que l'aménagement du site archéologique de Tagmart sera lancé en janvier prochain, après achèvement de son étude, indiquant qu'un plan de gestion du parc de l'Ahaggar a été élaboré en coordination avec des experts internationaux, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Des instructions ont été données, à l'effet d'ouvrir à Tamanrasset, une annexe du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH), a-t-elle ajouté.

La ministre a également rappelé la convention signée récemment avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL), portant suivi et préservation du patrimoine culturel dans la région.

Aussi, a-t-elle annoncé le lancement d'une session de formation au profit des cadres et exploitants du parc sur les techniques spatiales en matière de

préservation du patrimoine culturel.

Interrogée par la députée Fatma Saïdi du Mouvement de la société pour la paix (MSP), sur le classement de la "Casbah de Ténès" (wilaya de Chlef), comme secteur sauvegardé et sur la rénovation des demeures des citoyens qui y résident, la ministre a indiqué qu'en 2018, une opération de restauration préliminaire et urgente a été programmée pour cette ancienne ville avant qu'elle ne soit gelée en raison de "tergiversations" dans l'exécution des opérations relatives aux secteurs sauvegardés.

L'opération de réalisation du plan de protection et de mise en valeur du site archéologique sera dégelée, a-t-elle fait savoir avant d'ajouter que le gel de l'opération n'empêche pas les citoyens d'entreprendre la rénovation de leurs demeures, à condition, a-t-elle insisté, de respecter les conditions et les spécifications requises dans la rénovation du patrimoine et de ne pas modifier l'aspect original des bâtisses.

Classée, en 2008, secteur sauvegardé, la ville de Ténès a bénéficié d'une enveloppe budgétaire de 5 million de Da.

ANTHROPOLOGIE

Tizi-Ouzou : la place de l'anthropologie dans l'œuvre de Mouloud Mammeri soulignée

L'œuvre de l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri a été "fort empreinte d'une vision anthropologique tirée de son vécu", ont soutenu jeudi à Tizi-Ouzou, des intervenants au forum de la radio locale consacré à la mémoire de l'écrivain.

Cette influence se reflétait dès son premier roman, "La Colline oubliée", publiée en 1952 où "une vision et un regard anthropologique, qui ont dépeint sur l'ensemble de ses écrits, était déjà perceptible", a souligné le docteur en littérature à l'Université locale éponyme, Malika Boukhelou.

"Les positions sociales attribuées par l'écrivain à ses personnages (Mokrane, Mohand), autant que les fonctions dédiées aux espaces cités dans ce roman, ainsi que dans toute son œuvre, découlent d'un constat anthropologique vécu et enregistré", a-t-elle poursuivi.

Cette vision anthropologique lui servira aussi à représenter à travers son œuvre "les différentes étapes de l'Histoire de l'Algérie, à commencer par "La Colline oubliée" qui était, selon elle, la matrice et le socle sur lequel l'écrivain l'avait construite.

Vint ensuite, "Le Sommeil du juste" ou l'éveil et la conscience, "L'opium et le bâton" qui était l'aboutissement de cet éveil et "La traversée" qui symbolise la délivrance", a ajouté l'universitaire.

Aussi, a-t-elle fait remarquer, son œuvre a marqué "la fin de l'oralité et inauguré le début de l'écriture qui a consacré l'universalité de la personne algérienne, souvent décrite de manière péjorative et réductrice dans la littérature coloniale, et inscrit la culture et la mémoire algérienne dans la pérennité".

Abondant dans le même sens, l'universitaire et écrivain Hacène Hallouene a évoqué "l'incarnation par l'œuvre de Mammeri, du lien entre les cultures vécues et savantes".

Elle était, dira-t-il, "la représentation de cette réalité qui a fait de sa culture vécue, dominée et réduite à une forme orale, une culture vivante par sa transmission écrite aux autres".

Une œuvre, ajoutera M. Hallouene, qui a été "rendue possible grâce à ce flair et cet œil anthropologique que l'auteur avait acquis et mis en œuvre pour la sauvegarde et la pérennité de sa culture".

Pour sa part, l'anthropologue, écrivain et élève de Mammeri, Ali Sayad, a considéré qu'il (Mammeri) a été "le précurseur d'une anthropologie moderne et décolonisée, à travers ses travaux au Centre de recherches anthropologiques, préhistoriques et ethnographiques (CRAPE) de l'Université d'Alger".

Sous sa conduite, a-t-il souligné, "le groupe de travail qui s'est constitué autour de lui avait pris exemple de ce qui s'était fait au Vietnam du Nord qui avait encouragé l'ethnographie et l'anthropologie, qui était jusqu'à des sciences coloniales, pour la connaissance de soi".

Pour ce faire, des séminaires ouverts aux universitaires de l'ensemble des régions du pays, et même aux étrangers -- à l'exemple de l'anthropologue anglais Ernest Gellner qui a beaucoup travaillé sur le Maroc et Pierre Bourdieu et aussi Fanny Colonna -- étaient alors organisés au CRAPE.

M. Sayad évoquera, également, ses nombreux travaux et voyages, effectués aux quatre coins du pays et de toute l'Afrique du Nord, et qui découlaient, a-t-il dit "de l'intérêt anthropologique qui l'avait toujours animé".

De son côté, le sociologue, Azeddine Kenzi a soutenu que "l'œuvre de Mammeri demeure pionnière dans l'anthropologie nord-africaine postcoloniale et constitue un repère pour les travaux de recherches actuels".

APS

MUSIQUE

Paul McCartney sort un nouvel album et encourage la vaccination anti-Covid

Paul McCartney a encouragé vendredi à se faire vacciner contre le nouveau coronavirus, à l'occasion de la sortie de son nouvel album solo, "McCartney III", composé de chansons créées ou retravaillées par l'ex-figure des Beatles pendant le premier confinement au printemps.

"Je le prendrai", a-t-il dit sur la BBC à propos du vaccin, "et j'aimerais encourager les gens à le prendre aussi".

"Avant, il y avait des gens anti-vaccin, c'était ok, c'était leur choix. Mais maintenant

avec internet, ces choses s'installent vraiment et il y a ces gens qui ne le prendront pas", a déploré la légende du rock.

Le Royaume-Uni a été le premier pays occidental à déployer une campagne de vaccination de masse contre la maladie Covid-19 le 8 décembre, en visant en priorité les personnes âgées et les soignants.

Plus de 137000 personnes y ont déjà reçu leur première dose du vaccin Pfizer-BioNTech, selon les autorités.

Le nouvel album de Paul McCartney, sorti une se-

maine plus tard que prévu initialement, est en réalité la troisième partie d'un triptyque, dont le premier disque - son tout premier album solo intitulé sobriement "McCartney" - avait vu le jour il y a cinquante ans.

"McCartney II" avait suivi dix ans plus tard, en 1980. L'ex-bassiste des Beatles a expliqué dans un communiqué qu'il n'avait à l'origine pas prévu de sortir d'album en 2020, mais que son confinement au printemps, le premier imposé au Royaume-Uni, lui avait

donné l'occasion de retravailler d'anciennes chansons jamais sorties, puis l'envie d'en créer de nouvelles.

Enregistré dans le Sussex (sud de l'Angleterre), "McCartney III" contient un ensemble de chansons inédites, où l'artiste assure à la fois le piano, le chant, la guitare, mais aussi la basse et la batterie. Il s'agit de son 18e album en solo, après "Egypt Station", qui l'avait projeté en 2018 à la tête du classement de référence des ventes d'album aux Etats-Unis, le Billboard, pour la première fois en 36 ans.

CYBERSÉCURITÉ

Une cyberattaque en cours aux Etats-Unis pose un "risque grave"

La cyberattaque d'envergure qui frappe plusieurs ministères aux Etats-Unis représente un "risque grave" et les mesures pour la contrecarrer seront "extrêmement complexes et difficiles", a prévenu jeudi l'agence américaine en charge de la cybersécurité et de la sécurité des infrastructures (Cisa).

Le président-élu Joe Biden s'est déclaré "très préoccupé" par cette cyberattaque découverte le week-end dernier, assurant que la cybersécurité serait l'une des "priorités" de son gouvernement. L'attaque a débuté en mars, les pirates profitant d'une mise à jour d'un logiciel de surveillance développé par une entreprise du Texas, SolarWinds, utilisé par des dizaines de milliers d'entreprises et d'administrations dans le monde. Elle s'est poursuivie durant des mois avant d'être découverte par le groupe de sécurité informatique FireEye, lui-même victime de cy-

berattaques la semaine dernière. La Cisa a indiqué dans un communiqué avoir "déterminé que cette menace représentait un risque grave pour le gouvernement fédéral et les administrations locales (...) ainsi que pour les infrastructures essentielles et le secteur privé". Alors que les médias américains montrent la Russie du doigt, la Cisa ne désigne pas les auteurs de cette attaque mais elle précise qu'il s'agit d'un "adversaire patient, focalisé et aux ressources financières importantes qui a mené des activités pendant une longue période sur les réseaux

victimes". Ses experts estiment "qu'extraire les pirates des environnements compromis sera extrêmement complexe et difficile pour les organisations" concernées, précise le communiqué, notant que "SolarWinds n'est pas le seul vecteur" utilisé par les auteurs de cette intrusion. Dans un premier temps, la Cisa a ordonné à l'ensemble des agences fédérales américaines de se déconnecter immédiatement de la plateforme de SolarWinds.

A un mois de sa prise de fonctions, Joe Biden a indiqué que son équipe de transition avait été in-



formée des développements par le gouvernement. "Il y a encore beaucoup de choses que nous ne savons pas, mais ce que nous savons est très préoccupant", a indiqué le président élu démocrate dans un communiqué. "Mon administration fera de la cybersécurité une priorité à tous les niveaux du gouvernement et nous

ferons de la réponse à cette cyberattaque une priorité dès notre prise de fonctions", a-t-il assuré, prévenant que les Etats-Unis imposeront "des coûts substantiels aux responsables de ces attaques malveillantes". Les méthodes employées portent la marque d'un acteur étatique, selon Microsoft qui n'a pas désigné de pays.

FRANCE

La 5G pourrait alourdir l'empreinte carbone du numérique

Le Haut conseil français pour le climat a mis en garde samedi contre les conséquences environnementales potentielles du déploiement de la 5G, prônant une évaluation d'impact avant toute nouvelle attribution de fréquence.

Le HCC, organisme de conseil et d'évaluation indépendant créé par le président Emmanuel Macron, estime en effet que "la 5G est susceptible d'augmenter significativement" l'empreinte carbone du secteur du numérique.

Ce dernier représente actuellement environ 2% de l'empreinte totale de la France, soit à peu près autant que le secteur aérien,

a relevé la climatologue Corinne Le Quééré, présidente du HCC, lors d'une conférence de presse en ligne.

L'augmentation sera notamment causée par la prise en compte des émissions liées à la fabrication du matériel à l'étranger (émissions dites "importées").

Dans son évaluation haute, "l'impact carbone" de la 5G serait ainsi en 2030 pour un peu plus de la moitié lié aux terminaux -- smartphones, ordinateurs --, pour un quart aux infrastructures et pour un quart à l'utilisation.

La 5G devrait également entraîner une hausse de la consommation d'électricité

qui est, en France, largement décarbonée en raison notamment du nucléaire.

Dans ce rapport commandé par le président du Sénat, le HCC recommande donc d'évaluer les prochaines attributions de fréquence, d'intégrer des engagements sur l'empreinte carbone dans les prochains appels d'offres pour les futures fréquences de 5G et d'agir sur l'offre d'équipements pour en faire baisser l'impact environnemental.

La Convention citoyenne pour le climat, un panel de citoyens formé à l'initiative du président de la République pour faire des propositions en matière de lutte contre le changement climatique, avait recommandé

un moratoire sur le déploiement de la 5G en l'attente d'une étude. Mais le président Macron s'est refusé à différer le déploiement de la technologie, rejetant sèchement un "retour à la lampe à huile". Lors d'une rencontre avec les membres de la Convention en début de semaine, M. Macron a maintenu son soutien à la 5G, essentielle selon lui au développement économique du pays.

Mais il a aussi souhaité que soit "évalué le coût environnemental" du numérique globalement, pointant notamment le "renouvellement permanent des matériels (...) très polluants".

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 MINISTÈRE DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE
 CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE BENFLIS TOUHAMI BATNA
 DIRECTION GÉNÉRALE
 BUREAU DES MARCHÉS PUBLICS
 NIF 098605019000142

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMAL N°:18/DG/BM/2020

Le Centre Hospitalo-universitaire BENFLIS Touhami Batna lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimale

Objet de l'appel d'offre : prestations de service de collecte, traitement et élimination des déchets d'activité de soins au profit du centre hospitalo-universitaire de Batna, pour l'année 2021.

Les opérateurs économiques autorisés à participer à l'appel d'offres : L'appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges s'adresse aux soumissionnaires inscrits régulièrement au registre de commerce activant dans le domaine de collecte des déchets, justifié par un agrément autorisant exploitation et d'incinération des déchets des activités de soins et assimilés délivré par l'administration compétente en cours de validité.

Retrait du cahier des charges : Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné auprès du bureau des marchés publics du Centre Hospitalo-universitaire BENFLIS Touhami contre un versement de 5.000.000DA libellé à l'ordre du Trésorier des secteurs sanitaires et du C.H.U. de BATNA.

Présentation des offres : Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée portant le N° de TEL et du FAX et l'adresse du soumissionnaire, indiquant la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention (dossier de candidature E1), (offre technique E2) ou (offre financière E3), selon le cas. Les trois enveloppes E1, E2 et E3 sont mises dans une autre enveloppe anonyme E, comportant la mention

Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n°18/DG/BM/2020.

Prestations de service de collecte, traitement et élimination des déchets d'activité de soins au profit du centre hospitalo-universitaire de Batna, pour l'année 2021.

« à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et

d'évaluation des offres»

Lieu de dépôt des offres :

Les offres seront adressées au niveau du centre hospitalo-universitaire BENFLIS Touhami, route de Tazoult BATNA 05000 Bureau des marchés publics.

La liste sommaire des pièces exigées

a- DOSSIER DE CANDIDATURE:

1- Une déclaration de candidature renseignée et signée selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;

2- Une déclaration de probité renseignée et signée selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;

3- Pour les sociétés, une copie des statuts (autorisant l'activité d'exploitation et d'incinération des déchets d'activité de soins et assimilés).

4- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;

5- Les bilans comptables des trois dernières années (2017, 2018, 2019) pour les entreprises ayant plus de trois ans d'existence. Pour les entreprises ayant moins de trois ans d'existence, le soumissionnaire doit joindre le bilan du dernier exercice

6- Références professionnelles justifiées par des attestations de bonne exécution dans le domaine de collecte des déchets d'activité de soins

7- Copie de mise à jour CNAS en cours de validité

8- Copie de registre de commerce

9- Un agrément d'exploitation et d'incinération des déchets d'activité de soins et assimilés délivré par l'administration compétente en cours de validité

10- Moyens de transport au nom de soumissionnaire ou location (acte de location notarié couvre la période d'exécution du marché) d'un camion conteneur et/ou fourgon justifié par carte crise, police d'assurance et contrôle technique en cours de validité ;

11- Attestation de dépôt des comptes sociaux 2019. Pour (SPA, SARL, EURL...)

b- OFFRE TECHNIQUE :

1. La déclaration à souscrire renseignée et signée selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;

2. Le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » ;

3. Mémoire technique selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges renseignée et signée

c- OFFRE FINANCIÈRE

1- La lettre de soumission dûment renseignée et signée, établie selon le modèle joint au cahier des charges (signature, cachet et griffe),

2- Le bordereau des prix unitaires dûment renseigné et signé (signature, cachet et griffe).

3- Le détail quantitatif et estimatif dûment renseigné et signé (signature, cachet et griffe).

Validité des offres ;

La durée de validité des offres égale à 90 jours + durée de préparation des offres (15 jours)

Durée de préparation des offres et date de dépôt :

Les offres accompagnées des pièces exigées par le cahier des charges doivent être déposées :-

Le **quinzième (15) jours** à partir de la première parution dans les quotidiens nationaux ou BOMOP avant 09h30, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée au jour ouvrable suivant.

Ouverture des plis :

L'ouverture des plis techniques et financiers se fera le **quinzième (15) jour à 10h00** à compter de la première parution dans les quotidiens nationaux ou BOMOP, en séance publique au siège de la Direction Générale du Centre Hospitalo-Universitaire BENFLIS Touhami Batna en présence des soumissionnaires désireux d'assister.

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DE JUDO (2E JOURNÉE) L'Algérienne Amina Belkadi (-63 kg) sacrée

L'Algérienne Amina Belkadi a été sacrée championne d'Afrique de judo de la catégorie (-63 kg), en s'imposant en finale devant la Marocaine Sofia Bellatar, vendredi à Antananarivo (Madagascar).

Les médailles de bronze de la catégorie sont revenues à la Nigérienne Enku Ekuta et la Camerounaise Hélène Dombeu.

En revanche son compatriote Pethi Nourine (-73 kg), s'est contenté de la médaille de bronze lors de cette deuxième journée des Championnats d'Afrique.

Le titre continental a été remporté par l'Egyptien Mohamed Mohyeldin devant le Marocain Ahmed El Meziati.

Les quatre autres athlètes algériens engagés dans le tournoi feront leur entrée en lice samedi pour le compte de la 3e journée du tournoi.

Il s'agit de Kaouther Ouallal (-78kg), Sonia Asselah (+78 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg) et Mohamed Sofiane Belrekaa (+100 kg).

Au total, 125 athlètes seulement (75 hommes et 50 dames) représentant 23 pays, prennent part aux Joutes d'Antananarivo, qualificatives aux Jeux olympiques (JO) de Tokyo.

OPEN D'AUSTRALIE "Une édition historique" pour le patron du tournoi

"Cet Open d'Australie sera une édition historique à bien des égards", s'est félicité samedi le patron du tournoi, Craig Tiley, à propos du premier Grand Chelem de l'année qui a été décalé de trois semaines (8-21 février) en raison des contraintes sanitaires liées à la pandémie du nouveau coronavirus.

"Pour la première fois en plus de 100 ans, l'Open d'Australie débutera en février et nous nous réjouissons d'offrir aux joueurs et joueuses ce qui pourrait être l'un des meilleurs cadres de jeu de l'année 2021", a-t-il poursuivi.

L'Open d'Australie devait initialement débuter le 18 janvier, mais les organisateurs et les instances dirigeantes du tennis ont dû repousser les dates du tournoi à la demande des autorités australiennes pour mettre en place des mesures sanitaires inédites afin d'éviter la propagation de l'épidémie de Covid-19.

Les joueurs et joueuses devront arriver en Australie à partir du 15 janvier pour observer une période de quarantaine de deux semaines dans une "bulle sanitaire" sécurisée mise en place autour de Melbourne Park, le site du tournoi.

Ils devront ainsi séjourner dans de 5 hôtels qui leur seront réservés et ne devront pas rester hors de ces hôtels plus de cinq heures par jour pour leurs entraînements. Les qualifications pour ce premier tournoi majeur de l'année auront lieu pour les messieurs à Doha et pour les dames à Dubaï du 10 au 13 janvier, a précisé Craig Tiley. Le patron du tournoi a ajouté que les tournois de simples et doubles, ainsi que celui de tennis fauteuil ont été préservés, mais pas ceux pour les juniors qui seront disputés plus tard dans l'année.

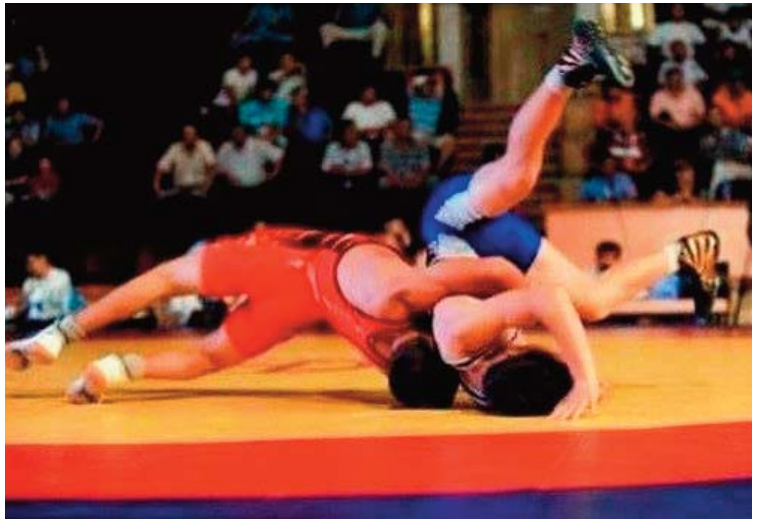
Enfin, la dotation globale est inchangée par rapport à l'édition 2020 avec un total de 71 millions de dollars australiens en jeu, soit 44 millions d'euros.

LUTTE - COUPE DU MONDE 2020 - ALGÉRIE "Une excellente participation avec des performances historiques", souligne le DTN

Le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA), Idriss Haoues, a qualifié d'"historique" la participation de la sélection algérienne masculine de luttes associées (seniors) à la Coupe du monde qui a pris fin vendredi soir à Belgrade (Serbie).

"Avec la médaille de bronze remportée par Abdelkrim Fergat (55 kg) en lutte gréco-romaine, la 5e place d'Abdeljedbar Djebbari (63 kg) et une 8e place pour Laoumi Abdennour (60 kg) et Sid Azara Bachir (87 kg), je ne peux que qualifier cette participation d'historique avec des résultats jamais réalisés par la lutte algérienne.", a déclaré à l'APS Idriss Haoues, DTN de la FALA. L'Algérie a pris part à la Coupe du monde 2020, organisée du 12 au 18 décembre à Belgrade avec une sélection composée de dix athlètes, engagés dans les deux styles (luttes gréco-romaine et libre), sous la conduite des entraîneurs Messaoud Zeghdane, Maazouz Bendjedda et Aoune Fayçal. "La sélection algérienne a failli déclarer forfait suite au décès de Rabah Chebbah, président de la FALA, mais la détermination de la direction technique ainsi que celle des lutteurs était tellement grande que nous avons pris la décision de participer au rendez-vous mondial de Belgrade.

Dieu merci, les athlètes ont répondu présent et ils ont honoré de fort belle manière la



lutte algérienne.", a précisé Haoues. Pour le DTN, les résultats obtenus à Belgrade "ne peuvent que permettre à la sélection algérienne de continuer le travail dans les meilleures conditions et dans la plus grande sérénité en vue des prochaines échéances dont le tournoi qualificatif aux JO de Tokyo, prévu le mois

de mars dans la ville marocaine d'Al Jadida."

"Je pense qu'il reste encore du chemin à faire pour atteindre nos objectifs de qualification aux Jeux olympiques 2021 de Tokyo.

Les athlètes ainsi que les staffs techniques doivent continuer sur la même lancée pour avoir le maximum de

billets qualificatifs à Tokyo.", ajoute le DTN.

En lutte libre, les deux algériens engagés aux Mondiaux de Belgrade, à savoir Kherbache Abdelhak (57 kg) et Abdelghani Benatallah (61 kg), n'ont pas fait mieux que leurs coéquipiers de la gréco-romaine, en se faisant éliminer dès le premier tour.

JM ORAN-2022

Les travaux sont à 85% d'avancement au village méditerranéen

Les travaux au niveau du village méditerranéen, lieu d'hébergement des athlètes et leurs accompagnateurs lors de 19e édition des jeux méditerranéens (JM) prévus à Oran en 2022, sont à 85% d'avancement, a indiqué le wali d'Oran.

Messaoud Djari, qui s'exprimait en conférence de presse jeudi, a rassuré que le site en question sera livré dans les délais impartis, soit au cours du premier semestre de l'année 2021, soulignant que les procédures pour l'acquisition des équipements dédiées aux différentes unités du village ont été déjà lancées. Il s'agit d'un œuvre important d'une capacité d'accueil de 4356 lits.

Il comporte aussi 106 chambres dédiées aux athlètes aux besoins spécifiques

qui participeront à la manifestation sportive régionale prévue initialement pour l'été 2021 avant qu'elle ne soit décalée à l'été suivant à cause de la crise sanitaire mondiale.

Outre les sites d'hébergement des athlètes et leurs accompagnateurs, le village méditerranéen, implanté dans la commune de Bir El Djir et situé à quelques kilomètres du grand complexe sportif en cours de réalisation, est doté, entre autres, de cinq salles de sport, un espace récréatif et un centre commercial.

Dans le même registre, le wali d'Oran a également rassuré quant à la livraison du complexe sportif et ses différentes unités, à l'image du stade de 40.000 places, celui d'athlétisme, de la salle om-

nisport et du centre nautique, dans les mêmes délais fixés pour le village méditerranéen. Concernant, les infrastructures sportives qui subissent des opérations de remise à niveau en prévision des JM et qui sont au nombre de huit, le même responsable a fait savoir que le taux d'avancement de leurs travaux respectifs varient entre 90 et 95%.

Le comité d'organisation des JM, par la voix de son directeur général Salim Iles, a insisté dernièrement, dans ses déclarations à la presse, sur la livraison de tous les sites sportifs concernés par la 19e édition "avant juin 2021", justifiant ces délais par la nécessité de les "tester", en y organisant des compétitions expérimentales, rappelle-t-on.

CYCLISME - ALGÉRIE

Plusieurs compétitions en perspective dans la wilaya d'Ain Témouchent

La Ligue de cyclisme de la Wilaya d'Ain Témouchent, bénéficiant désormais de l'autorisation des pouvoirs publics à reprendre la compétition, a décidé de programmer plusieurs courses, en collaboration avec certains clubs locaux, notamment, Amel El-Maleh, a annoncé jeudi soir la Fédération algérienne (FAC) dans un communiqué.

Un programme "ambitieux", qui selon l'instance fédérale comporte "des tours nationaux et régionaux, ainsi que des courses ouvertes pour les

jeunes". Ce projet a d'ailleurs été le sujet central d'une importante séance de travail, entre le président de la Ligue d'Ain Témouchent, Cheikh Mohamed Bouchekara El-Hadj et le président du club Amel El-Maleh, Dine Bouyacour, "deux hommes animés par la même volonté de développer la petite reine dans la wilaya".

Le club d'El-Maleh est d'ailleurs très actif au niveau de la wilaya, et ses champions arabes et africains comme Cherki et Nahari témoignent du gros travail qu'il effectue, poursuit la

FAC. Les deux hommes, accompagnés de leurs proches collaborateurs et en présence de Mr Abbes Fertous, membre fédéral chargé du suivi des Ligues, ont passé en revue, non seulement les compétitions au programme, mais aussi les moyens nécessaires pour un meilleur développement du cyclisme à l'échelle locale.

Les deux parties ont abordé également la manière d'attirer de nouveaux jeunes cyclistes (filles et garçons) au niveau des sections de la wilaya.

Pour son programme le président d'El-Maleh a sollicité le soutien logistique et technique de la Ligue, dont le président s'est dit disponible à aider toutes les sections qui veulent apporter un plus à la discipline dans la wilaya d'Ain Témouchent.

Cependant, pour passer à l'action, particulièrement en ce qui concerne les compétitions, le club d'El-Maleh devra obtenir un feu vert supplémentaire de la part des pouvoirs publics.

LIGUE 1 (4E JOURNÉE) La JSK, le MCO et le RCR signent leur premier succès

La 4e journée du championnat de Ligue 1 de football entamée jeudi, s'est poursuivie vendredi, et a vu les clubs de la JS Kabylie, du MC Oran et du RC Relizane signer leur première victoire de la saison, alors que l'ES Sétif victorieuse du NC Magra, s'installe provisoirement seule, en tête du classement.

Les Sétifiens qui ont enregistré leur 3e victoire de la saison, dont la première à domicile, appliquent rigoureusement le tarif de "2-0", enregistré à chacune de leur victoire, ce qui leur donne une bonne dose de moral, avant d'entamer la semaine prochaine, leur aventure africaine.

C'est le même cas pour la JS Kabylie, l'autre représentant en Coupe de la Confédération, qui s'est permise le luxe de signer son premier succès à l'extérieur et plus précisément à Chlef aux dépens de l'ASO (2-0), grâce à Bensayah (53e) et Hamroun (68e s.pen).

Ce réveil tant attendu par la galerie kabyle, est venu à point nommé, aux "Canaris" qui remontent ainsi à la 3e place, et qui donnera plus de sérénité à leur coach Youcef Bouzidi avant d'entamer la compétition africaine.

L'autre grand bénéficiaire de la journée est le pro mu le RC Relizane qui est allé damer le pion au CABBA (1-



0) à Bordj même. Un but en or de Chadli (49e) offre aux hommes de Si Tahar Chérif Ouzzani, une 3e place méritée derrière le duo, "ESS-MCA".

Le RCR, toujours vaincu, réussit admirable-

ment ses déplacements dans la région des hauts-Plateaux, après le nul imposé au leader sétifien (1-1) lors de la 2e journée du championnat.

Le dernier match au programme de vendredi, le derby de l'Ouest, MC Oran-WA Tlemcen, a tenu toutes ses promesses.

Le WAT qui a ouvert le score dès la 4e minute par Amiri, a tenu le coup jusqu'à la 84e minute avant de concéder le coup de grâce

par Hamidi. Entre-temps, Ezzemami (17e) avait mis les pendules à l'heure.

Cette victoire après 3 nuls, place les "Hamraouas" sur le podium en compagnie de leurs voisins "Rapid", en attendant le déroulement de la suite de la 4e journée ce samedi, tronquée du match, MC Alger-CS Constantine, reportée en raison de l'engagement du "Doyen" en Ligue de Champions d'Afrique.

LIGUE 1 Le MC Oran signe sa première victoire, le staff technique "soulagé"

Le MC Oran, auteur de trois nuls au cours des trois premières journées du championnat de Ligue 1 de football, a réussi sa première victoire de la saison en s'imposant vendredi à domicile contre le voisin WA Tlemcen (2-1), un succès qui a soulagé le staff technique.

"On avait tant besoin de ce succès après trois nuls de suite.

Cette victoire devrait provoquer le déclic tant attendu", a déclaré à l'APS, l'entraîneur adjoint et manager général des "Hamraoua", Omar Belatoui.

Un climat de tension s'est installé dans les milieux du club après un début jugé "en-deçà des attentes", provoquant une grosse pression sur les joueurs et leur staff technique, à sa tête le nouvel entraîneur en chef, le Français

Bernard Casoni. Cela s'est même traduit, peu avant le début de la deuxième période du derby face au WAT, par cette image de la télévision nationale, qui transmettait en direct la partie, montrant le président du club, Tayeb Mahiaoui, descendant sur le terrain pour faire des "remontrances" à son coach, au moment où le résultat était de parité (1-1). Ayant patienté jusqu'aux dernières minutes de la rencontre pour signer le but de la victoire, les Oranais auraient ainsi réussi à éviter de compliquer davantage leur situation, commentent les observateurs. "Il est vrai qu'un résultat autre que la victoire dans ce match aurait pu compliquer nos affaires, mais il faudra aussi accorder des cir-

constances attentives aux joueurs. Ces derniers, restés inactifs pendant huit mois à cause de la crise sanitaire mondiale, ont besoin de temps pour retrouver leurs repères", a encore dit l'assistant de Casoni.

Le même technicien a également justifié les prestations mitigées, mi-raison de ses protégés en ce début d'exercice, par "les changements importants opérés au sein de l'effectif pendant l'intersaison", promettant "un meilleur visage au fil des matchs, et une fois que la machine soit bien huilée". Grâce à son premier succès de la saison, le MCO se hisse provisoirement à la troisième place au classement avec 6 points, en attendant la suite des rencontres du championnat samedi.

constances attentives aux joueurs.

Ces derniers, restés inactifs pendant huit mois à cause de la crise sanitaire mondiale, ont besoin de temps pour retrouver leurs repères", a encore dit l'assistant de Casoni.

Le même technicien a également justifié les prestations mitigées, mi-raison de ses protégés en ce début d'exercice, par "les changements importants opérés au sein de l'effectif pendant l'intersaison", promettant "un meilleur visage au fil des matchs, et une fois que la machine soit bien huilée". Grâce à son premier succès de la saison, le MCO se hisse provisoirement à la troisième place au classement avec 6 points, en attendant la suite des rencontres du championnat samedi.

LIGUE 1 (4E JOURNÉE) Résultats partiels et classement

Résultats partiels et classement à l'issue des rencontres disputées jeudi et vendredi pour le compte de la 4e journée du championnat de Ligue 1 de football :

Jeu :

ES Sétif - NC Magra 2-0

Vendredi :

ASO Chlef - JS Kabylie 0-2

CA Bordj Bou Arréridj - RC Relizane 0-1

MC Oran - WA Tlemcen 2-1

Samedi 19 décembre (14h30) :

AS Ain M'lila - JSM Skikda

JS Saoura - USM Bel-Abbès

USM Alger - Olympique Médéa

CR Belouizdad - NA Hussein-Dey

US Biskra - Paradou AC

Reporté :

MC Alger - CS Constantine

Classement :

	Pts	J
1. ES Sétif	10	4
2. MC Alger	7	3
3. MC Oran	6	4
--. RC Relizane	6	4
5. JS Saoura	5	3
--. US Biskra	5	3
--. AS Ain M'lila	5	3
--. JS Kabylie	5	4
9. CR Belouizdad	4	2
--. ASO Chlef	4	4
--. NC Magra	4	4
12. JSM Skikda	3	2
--. NA Hussein-Dey	3	3
--. Paradou AC	3	3
--. CS Constantine	3	3
16. USM Alger	2	3
--. CABBA Arréridj	2	4
--. WA Tlemcen	2	4
19. O. Médéa	1	3
--. USM Bel-Abbès	1	3

COUPE EMIR DU QATAR Bounedjah offre le trophée à Al-Sadd

L'attaquant international algérien Baghdad Bounedjah, auteur d'un doublé contre Al-Arabi (2-1) vendredi soir en finale de la Coupe d'Emir du Qatar 2020, a offert le trophée à son équipe Al-Sadd en présence du patron de la Fifa, Gianni Infantino.

Le buteur algérien a signé ses deux réalisations en première période concrétisant une domination d'Al-Sadd contre Al-Arabi où évolue l'autre algérien Ayoub Azzi.

Disputée sur la pelouse du stade d'Al-Rayyan inauguré à cette occasion en prévision de la Coupe du Monde 2022, la rencontre a été dans l'ensemble équilibrée mais la chance a souri à Bounedjah qui a été plein d'opportunisme sur les actions de ses deux buts (3', 44').

Al-Sadd remporte ainsi son 17e trophée de Coupe d'Emir du Qatar et le 73e titre toutes compétitions confondues. Bounedjah n'a pas caché sa satisfaction après cette nouvelle consécration avec son équipe Al-Sadd et se fixe désormais comme prochain objectif la Ligue des champions d'Asie. "Je dédie la victoire à nos supporters et à toute la direction du club. Nous avons disputé un match difficile contre un adversaire coriace, la rencontre s'est jouée sur quelques détails. Nous avons saisi nos deux occasions pour inscrire les deux buts. En seconde période, nous avons souffert mais nous avons résisté.

Notre prochain objectif c'est de remporter la Ligue des champions la saison prochaine" a déclaré Bounedjah à l'issue de la rencontre.

Al-Sadd occupe actuellement la tête du classement du championnat du Qatar avec 25 points avec six points d'avance sur son poursuivant direct Al-Ahly à l'issue de la 9e journée.

TOURNOI DE L'UNAF (U20) 2E JOURNÉE L'Algérie s'incline face au Maroc (0-1)

La sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U20) s'est inclinée vendredi face à son homologue marocaine 0-1 (mi-temps : 0-0), en match disputé au stade Chedly-Zouiten de Tunis, comptant pour la 2e journée du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatif à la CAN-2021 de la catégorie en Mauritanie.

L'unique but de la partie a été inscrit par Mehdi Mouhoub sur une reprise de tête (75e). Dans l'autre rencontre de cette deuxième journée, la Tunisie s'est imposée sur tapis vert devant l'Egypte (2-0).

L'Egypte s'est présentée avec 14 joueurs seulement, alors que le règlementation de la Confédération africaine de football (CAF) exige 15 joueurs au minimum sur la feuille de match.

Avec deux défaites, l'Egypte est d'ores et déjà éliminée. Lors de journée inaugurale disputée mardi dernier, l'Algérie a fait match nul face à la Tunisie (1-1), alors que la Libye s'est imposée sur tapis vert face à l'Egypte (2-0). A l'issue de la 2e journée, la Tunisie caracole en tête avec 4 points, avec une longueur d'avance sur le Maroc et la Libye, qui comptent trois points chacun.

L'Algérie pointe à la 4e avec un seul point, alors que l'Egypte ferme la marche avec 0 point. Lors de la 3e journée, prévue lundi prochain, l'Algérie croquera le fer avec la Libye, tandis que la Tunisie affrontera le Maroc.

L'Egypte sera exempte. Le tournoi se déroulera sous forme d'un mini-championnat, au bout duquel les deux premiers seront qualifiés pour la phase finale de la CAN-2021 de la catégorie en Mauritanie (14 février - 4 mars), qui verra la participation de 12 équipes.

Outre le pays organisateur, sept pays ont déjà validé leur billet pour le rendez-vous continental. Il s'agit de la Gambie, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Mozambique, et de la Namibie, du Ghana, et du Burkina Faso.

LIGUE 2 - 2020-2021 (FORMULE DE COMPÉTITION)

Ali Malek : «Trois propositions seront soumises aux clubs»

Le président de la Ligue nationale de football amateur (LNFA) Ali Malek, a indiqué vendredi que trois propositions seront soumises aux clubs de la Ligue 2, en vue d'un changement du format du championnat, établi initialement avec deux groupes de 18 clubs chacun.

"Lors d'une prochaine réunion avec les clubs, nous allons leur soumettre trois propositions : le maintien d'un championnat à 34 journées, jouer une phase aller unique sur terrains neutres, ou bien scinder les équipes en quatre groupes avec l'organisation d'un play-off à la fin de la saison", a indiqué le président de la LNFA sur les ondes de la radio nationale.

Le championnat de Ligue 2 de football, dont la saison 2019-2020 a été suspendue en mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), débutera en février 2021, alors que la reprise des entraînements est prévue ce dimanche 20 décembre.

36 clubs composent la nouvelle Ligue 2, répartis en deux groupes en fonction du critère géographique (Centre-Est et Centre-Ouest), suite au léger changement apporté au système pyramidal de compétition.

La Ligue 2 sa saison 2020-2021 aura un statut amateur et donc gérée par la LNFA et non plus par la Ligue de football professionnel comme auparavant.

Pour rappel, la Ligue 1 professionnelle, entamée le 27 novembre dernier, se jouera cette saison en présence de 20 clubs, avec une formule de compétition à 38 journées.

LIGUE 2/CR TEMOUCHENT

Aucune candidature pour la présidence du club

Aucun dossier de candidature en vue de l'assemblée générale électorale (AGE) du CR Temouchent, nouveau promu en Ligue 2 de football, n'a été recueilli par la commission concernée à l'expiration des délais jeudi soir, a indiqué ce club.

Cette situation a obligé les membres de la commission de recueil des candidatures à prolonger les délais jusqu'à samedi, selon la page officielle de la formation de l'Ouest du pays, citant un membre de la commission en question.

Le président du CRT, Houari Talby, qui a déclaré, à l'issue de l'assemblée ordinaire lundi passé, qu'il était partant pour briguer un nouveau mandat, aurait fait machine arrière, "en raison des difficultés financières énormes auxquelles est confronté le club", a poursuivi la même source.

Le club, qui a dominé le groupe Ouest du championnat de la Division nationale amateur (DNA) la saison passée, a engagé une quinzaine de joueurs lors de l'intersaison, en plus de l'entraîneur Hadj Merine, l'ex-coach du NC Magra, pensionnaire de la Ligue 1.

APS

LIGUE 1 (4E JOURNÉE)

L'USM Bel-Abbes sans ses nouvelles recrues pour le 4^e match de rang

L'USM Bel-Abbes s'est déplacée vendredi à Béchar pour affronter la JS Saoura dans le cadre du championnat de Ligue 1 de football sans ses nouvelles recrues, et ce, pour le quatrième match de suite, a-t-on appris de la direction de ce club.

La direction de la formation de la "Mekerra", qui tablait sur le règlement de ce problème né des dettes accumulées par le club auprès d'anciens joueurs et estimées à 53 millions de dinars, au cours de cette semaine, a échoué dans son entreprise.

La situation du club s'est compliquée davantage après le gel de ses comptes bancaires, rendant difficile l'opération de virement de l'apport financier du sponsor majeur de l'USMBA, à savoir, l'entreprise Naftal, a regretté la même source.

Outre l'absence des nouvelles recrues, au nombre de 13, l'effectif de la formation de l'Ouest du pays, toujours sans entraîneur après le départ de Lyamine Bouharrara dès la première journée, sera amoindri également de deux



joueurs clés, à savoir, Lit et Bounoua, "dont les résultats des tests PCR d'avant match relatifs au Covid-19 se sont

avérés positifs", ajoute-t-on de même source.

L'USMBA n'a obtenu qu'un seul point lors de ses trois

premières rencontres en championnat, dont deux disputées à domicile, rappelle-t-on.

TOURNOI DE L'UNAF (U20) ALGÉRIE

Blessé, Bekkouche forfait pour le reste du tournoi

Le défenseur de l'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20) Chamseddine Bekkouche, blessé au genou, a déclaré forfait pour la suite du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF), qui se déroule actuellement à Tunis, a annoncé vendredi le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne (FAF) Ameer Chafik.

"Bekkouche est forfait pour le reste de la compétition en raison de la blessure contractée face à la Tunisie.

Il y'a un groupe en place, et chaque élément est prêt à remplacer son coéquipier en cas de défection", a indiqué le DTN sur les ondes de la radio nationale.

Bekkouche, sociétaire du CR Belouizdad, s'est blessé lors du match inaugural du tournoi, disputé mardi dernier face à la Tunisie (1-1) au stade Radès.

Les juniors algériens disputeront leur deuxième rencontre ce vendredi face au Maroc, au stade Chedly-Zouiten (14h00).

En revanche, le défenseur du Paradou AC Mohamed Réda Hamidi, a réintégré le groupe, à l'occasion de la dernière séance d'entraînement, effectuée jeudi sur la pelouse du stade Chedly-Zouiten, sous la houlette du sélectionneur Saber Bensmaïn.

Dans l'autre match de cette deuxième journée, la Tunisie devrait défier l'Egypte



au stade Hamadi-Agrebi de Radès (14h00).

Ayant perdu leur premier match par forfait en raison de la découverte de plusieurs cas positifs au Covid-19, engendrant un manque d'effectif pour établir la feuille de match, les Egyptiens risquent de perdre une autre rencontre pour la même raison.

Le tournoi se déroule sous forme de mini-championnat de quatre journées,

au bout desquelles les deux premiers seront qualifiés pour la phase finale de la CAN-2021 de la catégorie en Mauritanie (14 février - 4 mars), qui verra la participation de 12 équipes.

Outre le pays organisateur, sept sélections ont déjà validé leur billet pour le rendez-vous continental.

Il s'agit de la Gambie, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Mozambique, du Ghana, du Burkina Faso et de la Namibie.

LIGUE DES CHAMPIONS (TOUR PRÉLIMINAIRE - RETOUR) MCA-BUFFLES DU BORGOU

Le "Doyen" à 90 minutes du prochain tour

Après plusieurs jours d'incertitude, le MC Alger affrontera finalement les Béninois des Buffles du Borgou, samedi au stade olympique du 5-juillet (20h45), en match comptant pour le tour préliminaire (retour) de la Ligue des champions d'Afrique de football.

Cette rencontre qui devait se dérouler le vendredi 4 décembre, n'a pas eu lieu.

Le club béninois n'avait pas effectué le déplacement à Alger arguant l'"absence de vols suite à la fermeture de l'espace aérien en Algérie en raison

de la pandémie de coronavirus". La commission d'organisation des compétitions interclubs de la Confédération africaine (CAF) a décidé de reprogrammer cette rencontre, à la grande surprise de la direction du "Doyen".

Le Mouloudia, auteur d'un match nul lors de la première manche disputée à Porto-Novo (1-1), abordera ce match retour avec l'objectif de valider son billet, face à une équipe béninoise, qui s'est déplacée vendredi à Alger.

Sur le plan de l'effectif, le

club algérois sera privé des services du défenseur Miloud Rebiaï, blessé.

En revanche, le milieu de terrain ivoirien Daoudi isla, de vrait signer sa première convocation de la saison, lui qui a purgé sa suspension.

La CAF a désigné un trio arbitral égyptien pour officier cette rencontre, conduit par Mahmoud Zakaria Al-Banna.

En cas de qualification, le MCA sera opposé à la formation tunisienne du CS Sfaxien, qui a facilement éliminé le FC Mlandege du Zanzibar (al-

ler : 5-0, retour : 3-1). L'autre représentant algérien dans cette prestigieuse compétition le CR Belouizdad, n'a pas trouvé de difficultés pour passer l'écueil la formation libyenne d'Al-Nasr Benghazi, en remportant les deux matchs sur le même score (2-0). Le Chabab affrontera au 2e tour préliminaire les Kenyans de Gor Mahia.

La première manche se jouera mercredi prochain au stade du 5-juillet (20h45). La manche retour est fixée aux 5-6 janvier 2021.

Salah tenté par la Liga ?

Mo Salah, l'attaquant de Liverpool, pourrait-il être tenté par un départ en Liga. Alors que le Real Madrid et le FC Barcelone garde un œil sur l'international égyptien, ce dernier n'exclut rien.

Lors d'un entretien accordé au quotidien espagnol AS, Mo Salah s'est exprimé sur la possibilité de le voir débarquer en Liga : « Je pense que Madrid et Barcelone sont des clubs de haut niveau... On ne sait jamais ce qui va se passer à l'avenir » a déclaré le buteur du Liverpool FC. Relancé sur le sujet, Mo Salah reste évasif : « Pour l'instant, je me concentre sur le fait de gagner la Premier League et la Ligue des Champions à nouveau avec mon club » a ajouté celui qui vient de dépasser Steven Gerrard comme meilleur buteur de l'histoire des Reds en C1.



LES GALÈRES DE SERGIO AGÜERO

Toujours embêté par son genou, Sergio Agüero est conscient de ses difficultés à revenir à son meilleur niveau et demande de l'indulgence. Opéré il y a 6 mois, le Kun rencontre des difficultés et les chiffres en témoignent. Seulement 6 apparitions toutes compétitions confondues pour 2 buts au total, on est bien loin des standards de l'argentin. Son retour met plus de temps que prévu et il en est pleinement conscient.

« J'ai besoin d'un peu plus de temps, mais je suis revenu cette semaine, et j'espère être à mon meilleur niveau » a-t-il affirmé en conférence de presse.

« Parfois, mon genou va bien, parfois un peu moins bien. Je fais tout pour aider le kiné et le personnel médical à améliorer les choses » a-t-il expliqué ensuite. Néanmoins, il reste persuadé qu'il aidera son équipe à aller chercher le titre : « Nous croyons toujours en nos chances pour le titre. En Premier League, vous gagnez deux matches et vous êtes près du sommet. Nous devons rester calmes, jouer de la même façon, parce que City se bat toujours pour les titres. Toujours ».

Les protégés de Pep Guardiola se déplacent ce samedi sur le terrain de Southampton.

LEWANDOWSKI MEILLEUR JOUEUR DE L'ANNÉE 2020

Victorieux du Trophée The Best 2020, Robert Lewandowski devance Lionel Messi et Cristiano Ronaldo. Et le Polonais ne cache pas sa joie.

Vainqueur de la Ligue des Champions et meilleur buteur de la compétition, Robert Lewandowski a été sacré The Best FIFA Football Awards 2020. Le Polonais n'a pas caché sa joie devant le président de la FIFA venu lui remettre le prix. « Je me sens fantastiquement bien. Je suis très fier et heureux d'être honoré. C'est une belle journée pour moi, ainsi que pour mon club et mes collègues. Ce prix appartient également à mes collègues, l'entraîneur et le Bayern Munich en général. C'est une sensation incroyable, c'est beaucoup d'émotions. Si vous gagnez un tel prix et que vous êtes devant Messi et Ronaldo, c'est incroyable et cela signifie beaucoup pour moi. Il y a longtemps, je me souviens que j'avais envie de quelque chose comme ça et maintenant je peux gagner un tel prix. Cela signifie vraiment, que peu importe d'où vous venez, tout ce qui compte, c'est ce que vous y mettez pour y arriver. Pour le monde entier, cette année a été difficile, le plus grand moment a été de remporter la finale de la Ligue des Champions - une journée et une soirée si spéciale, c'était une sensation incroyable. C'était un grand moment.

Ensuite, nous avons remporté la Coupe et obtenu tous les titres que nous pouvions gagner. Nous avons un excellent entraîneur, une excellente équipe et nous travaillons tous vers un seul objectif ».



COUTINHO POUSSÉ DEHORS ?

Revenu à Barcelone l'été dernier à l'issue de son prêt au Bayern Munich, Philippe Coutinho (28 ans, 9 matchs et 2 buts en Liga cette saison) a commencé la saison dans la peau d'un titulaire. Ses premières sorties laissaient même présager un retour à un très bon niveau en Catalogne. Mais les semaines ont passé, et Ronald Koeman n'est pas totalement satisfait d'un joueur qu'il pensait pouvoir relancer. Si bien que les rumeurs concernant un départ du milieu offensif brésilien refont surface à l'approche du mercato hivernal. Selon le quotidien catalan ARA, le président par intérim du Barça, Carles Tuset, a demandé à Ramon Planes, son secrétaire technique, de chercher une porte de sortie à l'ancien joueur de Liverpool en janvier. Déçu par les statistiques de Coutinho (3 buts et 2 passes décisives en 11 matchs), tandis que Pedri s'adapte en interne, les décideurs catalans souhaitent récupérer de l'argent avec sa vente et se délester d'un salaire annuel estimé à environ 12 millions d'euros net.

La direction veut prolonger Rashford

Manchester United travaille à une prolongation du contrat de son attaquant Marcus Rashford. La direction manucienne veut blinder le bail de l'avant-centre anglais dans ces prochains mois, avant le début de l'Euro (11 juin-11 juillet 2021), dicit les informations du Daily Mirror.

Les Red Devils souhaitent que leur numéro 10 s'inscrive dans la durée à Old Trafford, le tout en le récompensant par une revalorisation salariale. Sous contrat jusqu'en juin 2023, avec une option pour une année supplémentaire, Marcus Rashford émarge actuellement à 200 000 livres par semaine, soit 220 000 euros.

Depuis le début de la saison 2020-2021, le natif de Manchester a disputé 20 matches toutes compétitions confondues, pour 12 buts. Dans le détail, il a marqué 5 buts en 12 rencontres de Premier League et 6 buts en 6 matches de Ligue des Champions. Sur la scène européenne, ses excellentes prestations n'ont pas empêché la formation d'Ole-Gunnar Solskjaer d'être éliminée aux portes des huitièmes de finale, après une défaite sur le terrain du RB Leipzig (3-2).



L'AC MILAN À L'ASSAUT DE GIROUD ?

Régulièrement annoncé sur le départ en raison de son manque de temps de jeu, Olivier Giroud devrait à nouveau faire l'objet de plusieurs approches en janvier. Remplaçant de luxe à Chelsea, l'attaquant des Bleus pense surtout à l'Euro qui se jouera l'été prochain et sa décision sera très importante pour son avenir en équipe de France. Même si Didier Deschamps compte énormément sur lui, le sélectionneur tricolore l'a prévenu à plusieurs reprises qu'il devait jouer plus régulièrement s'il voulait garder sa place dans le groupe France.

Pour le moment, Giroud a toujours réussi à rebondir mais cette situation ne sera peut-être pas éternelle et un départ cet hiver est tout à fait envisageable dans la mesure où il ne reste que six mois de contrat à Giroud avec le club londonien. L'AC Milan penserait à lui pour épauler un certain Zlatan Ibrahimovic dont l'absence devrait se prolonger jusqu'en janvier selon les informations de la presse italienne. La Gazzetta dello Sport explique que les Rossoneri hésitent encore à se positionner mais qu'une première approche devrait être tentée dans les prochains jours.



DÉCÈS DE NOUREDDINE YAZID ZERHOUNI L'ancien ministre de l'Intérieur inhumé au cimetière d'El-Alia

L'ancien ministre de l'Intérieur, Noureddine Yazid Zerhouni, décédé vendredi à l'âge de 83 ans, a été inhumé samedi en milieu de journée au cimetière d'El-Alia à Alger.

Les obsèques se sont déroulées en présence notamment du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, et du conseiller du président de la République, Abdelhafid Allahoum, des membres de sa famille et des proches.

Noureddine Yazid Zerhouni est décédé vendredi matin à l'hôpital militaire de Ain Naâdja à Alger, à l'âge de 83 ans des suites d'une longue maladie. Né en 1937 en Tunisie, il avait rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) au sein de laquelle il est devenu membre actif avant d'intégrer le ministère de



l'Armement et des Liaisons Générales (MALG) qui était le service de renseignement de l'ALN. En 1958, il dirige, au sein du Front de libération nationale (FLN) la création de la direction de documentation et de recherches (DDR), puis il est nommé pour diriger

les services de renseignement de l'ALN. Il devient responsable, dès l'indépendance du pays, des services opérationnels de la sécurité militaire.

En 1961, il fait partie de la délégation algérienne aux Accords d'Évian en tant qu'expert

militaire. Après l'indépendance, le défunt a occupé plusieurs postes dont ceux de ministre de l'Intérieur et vice-Premier ministre, comme il a été ambassadeur d'Algérie dans plusieurs pays, notamment à Washington, Mexico et Tokyo.

Condoléances du Président Tebboune

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a adressé un message de condoléances à la famille de l'ancien ministre de l'Intérieur, Noureddine Yazid Zerhouni décédé vendredi matin à l'hôpital militaire de Ain Naadja (Alger), à l'âge de 83 ans. "J'ai appris avec affliction la triste nouvelle du décès de l'ancien ministre de l'Intérieur, Noureddine Yazid Zerhouni", a écrit le Président Tebboune dans son message. "En cette douloureuse épreuve, je présente mes condoléances les plus attristées à la famille du défunt et l'assure de ma profonde sympathie, priant Allah le Tout Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis", a conclu le Président de la République.

MDN

CRASH D'UN HÉLICOPTÈRE À BOUHAROUNE Repêchage des corps des deux autres militaires décédés

Les corps des deux lieutenants-colonels El Ouafi Mohamed Lamine et Kharoussa Noureddine, décédés lors du crash d'un hélicoptère de recherche et de sauvetage militaire au large de la ville de Bouharoune (wilaya de Tipaza), mercredi dernier, ont été repêchés ce vendredi après-midi, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Suite au crash d'un hélicoptère de recherche et de sauvetage de type MS-25 Merlin, mercredi 16 décembre 2020 à deux (02) miles marins au nord-ouest des côtes

de la ville de Bouharoune, wilaya de Tipaza, ayant causé le décès en martyr des trois (03) membres de l'équipage, le Commandement des Forces navales a aussitôt déclenché une opération de recherche et de sauvetage en engageant d'importants moyens", précise la même source.

"Au cours de cette opération, le corps du lieutenant Bouzayda Noureddine a été repêché dans les minutes qui ont suivi le crash, les efforts des équipes de sauvetage se sont poursuivis et ont été couronnés par le repêchage, l'après-midi de ce vendredi 18

décembre 2020, des corps des chouhada, le lieutenant-colonel El Ouafi Mohamed Lamine et le

lieutenant-colonel Kharoussa Noureddine. Les corps ont été ensuite transférés vers l'hôpital central de l'Armée à Ain Naâdja pour les procédures médicales et administratives requises dans de pareilles circonstances", ajoute le communiqué. Le MDN souligne que le Commandement des Forces navales "a engagé, lors de cette opération, deux (02) hélicoptères de recherche et de sauvetage, le remorqueur de

haute mer El-Mounjid, n de bord 701, le navire dragueur de mines El-kasseh, n de bord 502, trois (03) patrouilleurs, deux (02) vedettes de sauvetage, quatre (04) semi-rigides, des plongeurs spécialisés ainsi que les services de la Protection civile".

"Qu'Allah le tout puissant accorde sa miséricorde aux martyrs du devoir national et puisse les accueillir dans son vaste paradis. A dieu nous appartenons et à lui nous retournerons", conclut le communiqué.

Les honneurs militaires rendus aux chouhada qui ont perdu la vie dans le crash de leur hélicoptère

La cérémonie de levée des corps des défunts chouhada du devoir national le Lieutenant-colonel Kharoussa Noureddine, le Lieutenant-colonel El Ouafi Mohamed Lamine et le Lieutenant Bouzayda Noureddine, qui ont perdu la vie dans le crash d'un hélicoptère de recherche et de sauvetage des Forces navales, s'est tenue samedi au niveau de l'Hôpital Central de l'Armée à Ain Naadja, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Au cours de cette cérémonie, les honneurs militaires ont été rendus à ces chouhada du devoir national, en présence du général de corps d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) accompagné de hauts cadres de l'ANP, précise-t-on de même source.

Lors de la cérémonie funèbre, "la Fatiha a été récitée sur l'âme pure des défunts chouhada, avant la lecture d'une

raison funèbre retraçant leurs parcours professionnels dans la défense de la Patrie et la sauvegarde de sa sécurité et sa stabilité ainsi que leurs efforts humanitaires dans la recherche et le sauvetage".

Les dépouilles ont ensuite été acheminées par avion spécial vers les wilayas de résidence de leurs familles pour être inhumées dans leurs dernières demeures, ajoute le communiqué.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Arrestation du dangereux terroriste Rezkane Ahcene dit "Abou Dahdah" à Jijel

Le dangereux terroriste Rezkane Ahcene, dit "Abou Dahdah", qui avait rallié les groupes terroristes en 1994, a été capturé mercredi à Jijel par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a annoncé jeudi le ministère de la défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Un détachement de l'Armée nationale populaire a capturé lors d'une opération de bouclage et de ratissage dans la zone de Ta-

mendjar, près de la commune d'El-Ancer à Jijel, hier 16 décembre 2020, un dangereux terroriste dénommé Rezkane Ahcene, dit "Abou Dahdah" qui avait rallié les groupes terroristes en 1994", a précisé le MDN. Selon la même source, "l'opération s'est soldée également par la récupération d'un pistolet (01) mitrailleur de type Kalachnikov, trois (03) chargeurs de munitions, une (01) grenade et une (01) paire de jumelles".

Elle a été exécuté "dans le cadre de la lutte antiterroriste et en continuité à l'opération de recherche et de ratissage menée dans la localité d'Oued Bouayache près de la commune d'El-Ancer à Jijel en 5^e Région militaire, en date du 01 décembre 2020, et au cours de laquelle un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, le 1^{er} décembre 2020, trois (03) terroristes et saisi trois (03) pistolets mitrailleurs de type Ka-

lachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets", a rappelé le MDN.

"Cette opération confirme, encore une fois, l'efficacité de l'approche adoptée par le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire pour venir à bout du fléau du terrorisme et rétablir la sécurité et la quiétude à travers tout le territoire national", a-t-on ajouté.

APS

JOURNÉE MONDIALE DE LA LANGUE ARABE Djerad appelle à réfléchir à la promotion de la langue arabe et de ses usages dans les administrations et institutions

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a appelé vendredi à la nécessité de réfléchir à la promotion de la langue arabe et de ses usages dans les administrations et institutions pour qu'elle constitue "un trait d'union entre l'acquisition du savoir et le transfert de la technologie". "La Journée mondiale de la langue arabe renvoie à la date de l'adoption par les Nations Unies de la langue arabe comme langue officielle de l'Organisation". "La langue arabe est l'une des composantes fondamentales de notre identité et un moyen d'écriture de notre mémoire nationale et d'ancrage de notre appartenance civilisationnelle", a écrit M. Djerad sur son compte Twitter. A cette occasion, le Premier ministre a souligné l'importance de "réfléchir à la promotion de l'enseignement de la langue arabe et de ses usages dans les administrations et institutions pour qu'elle constitue un trait d'union entre l'acquisition du savoir et le transfert de la technologie", relevant qu'elle (la langue arabe) constituait "notre fenêtre pour s'ouvrir aux langues étrangères en vue d'enrichir notre diversité culturelle dont nous avons toujours été fiers".

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 5 morts et 244 blessés en 48 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 244 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés à travers le pays durant la période du 17 au 19 décembre, selon un bilan rendu public samedi par les services de la Protection civile. Selon le même bilan et concernant la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué 148 opérations de sensibilisation à travers 30 wilayas (86 communes), afin de aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique. Dans le même cadre, les éléments de la Protection civile ont effectué, aussi, 214 opérations de désinfection générale à travers 32 wilayas (67 communes) ciblant les infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, ajoute la même source. Par ailleurs, une adolescente de 15 ans est décédée par asphyxie au monoxyde de carbone CO à l'intérieur du domicile familiale à Ain El Beida, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, alors que huit (8) personnes ont été secourues par les éléments de la Protection civile après avoir inhalé le même gaz à Relizane (3) et El-Tarf (8), ajoute le même bilan.